



DÉLÉGATION À
**L'ACCOMPAGNEMENT
RÉGIONAL**



RAPPORT D'ACTIVITÉ
2018



LA MINISTRE DES ARMÉES

Pour les armées, j'ai voulu une LPM à hauteur d'homme, au plus près des préoccupations des

personnels militaires et civils du ministère, de leurs familles, en leur donnant les moyens de leurs missions aujourd'hui et en préparant celles qu'ils auront à conduire demain.

Cette action n'est pas désincarnée : elle s'inscrit résolument dans nos régions et dans nos territoires, à travers nos régiments, nos bases aériennes ou nos ports militaires, ainsi que par la présence des femmes et des hommes de la défense qui y servent chaque jour.

Chaque département français accueille au moins un lieu de défense : de la start-up à l'unité opérationnelle, en passant par la PME centenaire ou le laboratoire de recherche, la défense est présente et active dans tous nos territoires.

Ces territoires, nous y sommes profondément ancrés ; ils sont le fondement de notre mission, la

protection de la France et des Français. Ils sont, de même, le terreau des entreprises, petites, moyennes et grandes, qui composent une industrie de l'armement dont nous pouvons être fiers. Ils sont aussi le réceptacle des investissements consentis par la nouvelle loi de programmation militaire 2019-2025, qui contribuent à la vitalité des tissus économiques locaux.

Cette action qui concerne l'ensemble des armées, directions et services du ministère, la délégation à l'accompagnement régional (DAR) la soutient, la valorise et la rend plus efficace par les liens précieux qu'elle entretient avec les collectivités locales, les associations et les acteurs de la société civile. C'est ce travail d'ensemble qu'illustre ce bilan 2018 qui met en valeur, avec pédagogie et clarté, ce que l'on peut appeler « l'empreinte de défense » en France.

Florence PARLY
Ministre des armées



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION

Le rapport d'activité de la Délégation à l'accompagnement régional pour l'année 2018 donne de nombreuses illustrations de la variété des actions et des projets dont elle a facilité la réalisation. Qu'il s'agisse de rencontres entre PME et acheteurs du ministère et de responsables de la politique des réserves ou de la reconversion, d'actions en lien avec l'innovation ou le développement durable, la DAR a toujours poursuivi l'objectif de faciliter la connaissance mutuelle et le dialogue entre le ministère des Armées et les acteurs du territoire.

Le travail des délégués régionaux de la DAR est souvent complexe quand il concerne par exemple

des projets aux enjeux multiples tels que ceux liés à la reconversion de sites d'anciennes bases aériennes vers d'autres activités, comme à Creil ou Tours. Il nécessite souvent une mobilisation durant de nombreuses années avant d'en « voir le fruit » comme en témoigne par exemple la reconversion aujourd'hui aboutie du site du Saint-Mandrier, dans le Var.

Ce travail constant, souvent discret, n'en est pas moins essentiel. Il doit être salué et doit se poursuivre dans l'intérêt mutuel des Armées, des territoires et de la population de notre pays.

Jean-Paul BODIN
Secrétaire général pour l'administration



LE DÉLÉGUÉ À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL

Les délégués régionaux (DR) de la délégation à l'accompagnement régional (DAR) sont dans une position originale : directement rattachés au SGA, ils ont une compétence ministérielle ; agents du ministère des armées, ils sont placés auprès des préfets de région. Cette situation résulte de la volonté d'agir au cœur de l'action territoriale de l'État, en lien étroit avec les autorités militaires et civiles, et avec l'ensemble des acteurs locaux.

La facilitation, comme la mise en relation constituent la trame essentielle de l'action des délégués par nature plurielle et diverse. Le rapport d'activité 2018 vise à illustrer concrètement ce positionnement singulier mais nécessaire si l'on en juge par les nombreux témoignages qui y sont rapportés. La quarantaine d'exemples cités ne sont qu'un échantillon forcément réducteur des activités conduites en région par les treize DR. Plus que

tout autre exposé théorique, ils montrent le rôle concret et pragmatique que jouent les délégués et qui ne peut prendre forme sans le concours de toutes celles et tous ceux, dans les états-majors, dans les unités, au sein des services de l'État ou des collectivités locales, militaires, élus, chefs d'entreprises qui sont engagés dans des actions en faveur du développement local et contribuent à tisser des liens plus forts entre notre ministère et le territoire. Qu'ils en soient remerciés.

Favoriser l'action de chacun des acteurs locaux, faire émerger des solutions utiles à tous, aider à la résolution des problèmes, autant de facettes de l'action de la DAR que nous continuerons à mettre en œuvre, comme nous l'avons fait en 2018.

Jean-Christophe ERARD

Délégué à l'accompagnement régional

SOMMAIRE

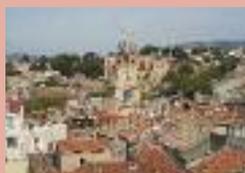
4 PROJETS LOCAUX

TOURS
NANTES
PAYS DE LA LOIRE
NORMANDIE



6 SOUTENIR L'INNOVATION

BOURGES
ISL (ALSACE)
DEF'INNOV (PARIS)
SALON-DE-PROVENCE



8 AUTORITÉS ET SOCIÉTÉ CIVILE

GET
CRED
DROITS DES FEMMES
OGZD Ouest



10 EMPLOI INSERTION

MORBIHAN
LARZAC
BREST
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ



12 DÉVELOPPEMENT DURABLE

REIMS
LAON
CHALONS-
EN-CHAMPAGNE
VARENNES-SUR-ALLIER



14 INTELLIGENCE ECONOMIQUE

CENTRE-VAL DE LOIRE
NOUVELLE-AQUITAINE
NORMANDIE
OCCITANIE



16 PME ACHATS

HAUTS-DE-FRANCE
SAINTES
MARSEILLE
LYON



18 PME TISSER DU LIEN

LORIENT
NANCY
VANNES
BORDEAUX



20 RESTRUCTURATIONS

BOURG-SAINT-MAURICE
CHATEAUDUN
CHALONS-EN-CHAMPAGNE
CAEN
LAVAL
DIJON-LONGVIC
VERNON
TOULON



25 ANNEXES

LA DÉFENSE EN RÉGION

DÉLÉGATION À L'ACCOMPAGNEMENT
RÉGIONAL

- ORGANIGRAMME
- DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

TABLE DES MATIÈRES

PROJETS LOCAUX

Parce qu'il est un très bon connaisseur des partenaires locaux et de la réalité de son territoire, le délégué régional (DR) se trouve fréquemment à la croisée des chemins où des projets se réfléchissent, cherchent des porteurs et ont besoin de mûrir.

Par ailleurs, sa maîtrise des circuits de fonctionnement du ministère des armées et sa connaissance des interlocuteurs locaux, zonaux et nationaux lui permettent de conduire, voire d'accompagner, ces réflexions aux confins des enjeux économiques et sociaux au profit de l'écosystème régional ou dans l'intérêt du ministère des armées. Dans ce contexte, le DR est fréquemment sollicité pour participer à des groupes de travail départementaux ou régionaux dans des domaines très divers : reconversion de sites, organisation d'événements, montage de dossiers de subvention, contribution au démarrage de projets d'aménagement, appui à une filière ou à l'innovation... Il peut même être chargé par une autorité de la conduite du projet.



© F. PLOUET/DR

CENTRE-VAL DE LOIRE

Tours

Transfert de l'aérien au civil et densification des activités tertiaires.

Le transfert en 2021 à Cognac de la formation des pilotes entraîne la fin des activités aéronautiques militaires à Tours. Toutefois la densification des activités tertiaires, en particulier des DRH d'armées se renforce. En outre, les armées y ont accueilli l'été 2018 la direction de la médecine des forces, soit 120 personnels.

La poursuite de l'activité aéronautique civile est rendue possible par le transfert du site aux collectivités locales. L'armée de l'air et la DGAC ont trouvé un terrain d'entente permettant de répondre favorablement à la demande des élus sur la pérennité du contrôle aérien.

L'attractivité de la métropole tourangelles ne se dément pas. Ainsi, sans attendre 2021, l'école de formation de pilote « Air Académie Paris Training » a commencé son activité sur le site, accueillant en décembre 2018 la première promotion d'élèves pilotes.

TEMOIGNAGE



Willy Lorient
Dirigeant
de la société OP-S

PAYS DE LA LOIRE

PME proche de Nantes, la société OP-S (Ouest Polissage Services) développe et propose des solutions de traitement de surface (polissage, émerissage...), de montage-ajustage, de maintenance et de mise en propreté nucléaire.

Présente depuis des années sur le marché de la défense auprès de grands fournisseurs de rang 1 sur des applications navales, terrestres et aériennes, elle souhaite poursuivre son développement en proposant ses services

directement aux forces armées pour leurs activités de maintien en condition opérationnelle.

Afin de l'aider dans son approche des unités de MCO, OP-S a sollicité le délégué à l'accompagnement régional. Le travail fait en commun a permis la prise de rendez-vous avec différentes unités de la DMAé et de la SIMMT afin de présenter les possibilités de contributions et de se positionner sur de prochains appels d'offres.

Un travail identique est conduit avec NEOPOLIA, réseau d'entreprises destiné à faciliter leur engagement sur les marchés de la Défense (cfp.7).

PAYS DE LA LOIRE

Nantes

NEOPOLIA, l'industrie au cœur des marchés de Défense.

Réseau fédérant 235 entreprises (30 000 emplois et 125 métiers différents) soucieuses de développer ensemble les enjeux business de la filière industrielle, NEOPOLIA par le biais de



© B. BIASUTTO/DICOD/Defense

son *cluster Aerospace*, a travaillé en 2018 à mieux cibler ses offres collaboratives à l'endroit des armées. Pour ce faire, l'association, en collaboration avec le cluster « IEF Aéro » de Brest, a organisé le 19 novembre 2018 un *Focus On Business* sur les marchés de la Défense.

Cet événement a réuni la DGA, l'AIA Bretagne (SIAé), des entreprises (SOPRA STERIA, ABMI, OPS) déjà en lien avec ces marchés et la DAR. Il a ainsi pu être présenté aux PME adhérentes le contexte du ministère des armées, les opportunités et les clés d'accès à ses marchés.

Au vu des nombreux retours positifs et de l'intérêt suscité, NEOPOLIA souhaite poursuivre sur le chemin entrepris et élaborer une cartographie des différents pôles de maintenance et des grands acteurs de marché liés aux armées pour faciliter son engagement.

NORMANDIE

Commémoration

75^e anniversaire du débarquement en Normandie.

En 2019, la Normandie accueillera le monde et verra encore ses vétérans et les témoins du D-Day sur ses plages. En 2014, les commémorations du 70^e anniversaire du débarquement et de la bataille de Normandie s'étaient déroulées d'avril à juin et le département du Calvados avait accueilli près de 800 000 personnes, lors de 23 cérémonies officielles dans les trois départements de l'ex Basse-Normandie.

Une mission de coordination régionale pour le 75^e anniversaire du débarquement confiée par la préfète de région au délégué régional de la DAR en Normandie a été installée

au printemps 2018. Elle associe les services de l'État dans leurs domaines de compétences et ceux de la région Normandie.

La mission a pour rôle d'animer les groupes de travail dans un cadre inter-départemental, d'assurer la coordination régionale et de venir en appui des autorités civiles et militaires concernées par l'organisation. Cette coordination régionale permet un dialogue efficace entre le niveau central et l'échelon départemental.



SOUTENIR L'INNOVATION

L'innovation est au cœur des progrès économiques, sociaux, environnementaux... La ministre des armées a montré son intérêt pour ces sujets en réformant les services et en créant une agence pour l'innovation de la défense (AID). Parce qu'il côtoie régulièrement des PME, des start-up, des laboratoires de recherche, le délégué régional connaît la vitalité des territoires. Parce qu'il est au fait des attentes des services du ministère, il est à même d'effectuer les mises en relation qui permettent aux uns et aux autres de se trouver et de grandir ensemble. Grâce à son expertise territoriale il peut détecter et accompagner ceux qui sont porteurs d'innovation et contribuer à accélérer la modernisation du ministère pour l'aider à accroître son efficacité tant en opération que dans la vie courante sur le territoire.

CENTRE-VAL DE LOIRE



Bourges

À Bourges, le DR suit les initiatives prises par le CID et la CCI du Cher en faveur de la filière armement terrestre. Les entreprises sont autant intéressées par les opportunités de contrats que par la disponibilité d'une

main-d'œuvre qualifiée.

S'agissant des contrats, le CID a accueilli à Bourges les groupes SAAB et QINETIQ, désireux de rencontrer de potentiels fournisseurs. Il a coordonné l'animation du pavillon régional sur le salon Eurosatory en organisant la venue à Bourges de trois délégations étrangères (Québec, Australie,

Estonie). Concernant les ressources humaines un effort partagé par les écoles militaires de Bourges, la collectivité et les grandes entreprises vise à développer l'attractivité du territoire.

L'agence pour la reconversion de la défense (ARD) et la CCI participent à cet effort collectif relayé dans le Loir-et-Cher par le groupement des entreprises de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay.

TEMOIGNAGE



Christian Villemagne

Directeur

ALSACE

L'institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL) et le délégué régional (DAR) pour la région Grand Est travaillent depuis longtemps ensemble au profit du tissu économique local.

Le 11 décembre s'est tenue la première édition des rencontres entre la DGA et des PME avec le concours conjoint de la DAR et de l'Agence d'Attractivité de l'Alsace. Devant quelques 60 entreprises, la nouvelle agence de l'innovation de défense (AID) a présenté différents dispositifs financiers destinés aux PME qui souhaitent créer de nouveaux partenariats, notamment avec la défense, en s'appuyant sur les technologies les plus récentes.

Les contacts noués avec les différentes PME ont d'ores et déjà permis de lancer des actions visant à déposer des projets RAPID (Régime d'Appui pour l'Innovation Duale) ou ASTRID (Accompagnement Spécifique des Travaux de Recherche et d'Innovation Défense) courant 2019.

L'ISL est disposé à accueillir la deuxième édition de ces rencontres en 2019.





ILE-DE-FRANCE

Paris

Forum Innovation Défense.

La première édition du « Forum Innovation Défense » s'est déroulée à Paris du 22 au 24 novembre, dans le cadre de la Semaine de l'Innovation publique. L'innovation constitue l'un des axes d'intervention de la DAR qui a participé à cet événement visant à mettre en lumière un large spectre de l'écosystème de l'innovation scientifique, technologique, opérationnelle et administrative de défense.

À titre d'exemple, l'entreprise Protéor qui développe une prothèse de jambe bio-ionique, repérée et soutenue par la DAR en Bourgogne, a bénéficié

d'un financement « RAPID » au titre des développements duaux et a été récompensée par le Prix de l'Innovation 2018.

Dans le cadre de la mise en place de la nouvelle Agence de l'Innovation de Défense (AID), ayant pour mission l'émergence des techniques les plus innovantes, la DAR travaille à l'élaboration d'un protocole destiné à faciliter le processus d'orientation des pépites détectées au niveau régional. Aussi, le délégué régional pour l'Île-de-France a été également désigné comme ambassadeur pour les invités VIP du forum.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Salon-de-Provence

Développer une « plate-forme innovation » à l'École de l'Air de Salon-de-Provence.

Dans un contexte de forts engagements opérationnels des armées et d'une évolution statutaire des établissements de l'enseignement supérieur, l'École de l'Air de Salon-de-Provence devient, au 1^{er} janvier 2019, un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'un « grand établissement ». L'objectif est de mieux maîtriser et de diversifier l'offre de formation des futurs officiers de l'armée de l'air mais aussi de développer et valoriser ses activités d'enseignement et de recherche, en construisant de nouveaux partenariats avec les acteurs académiques et professionnels.

La mise en place d'une plateforme d'innovation auprès du nouvel établissement, permettra d'accueillir des entreprises, start-up ou PME, pour créer un lien vertueux entre les activités de l'École de l'Air et le secteur privé. L'étude lancée fin 2018, sous la coordination des délégués de la DAR et de la DGA, permettra d'évaluer la faisabilité technique et financière de ce projet, et de définir la trajectoire de mise en œuvre.



© ADJ O. FABRE/armée de l'air/Défense

AUTORITÉS ET SOCIÉTÉ CIVILE

Cadre de haut niveau du ministère des armées installé à la Préfecture de région, au sein du secrétariat général aux affaires régionales, le délégué régional est un pont réunissant les deux rives d'un même monde. Son positionnement fonctionnel au sein de la préfecture lui donne un accès privilégié aux autorités des services déconcentrés de l'État et à celles des collectivités territoriales. Son niveau hiérarchique au sein du ministère des armées lui permet de nouer un dialogue direct avec l'officier général commandant la zone de défense et de sécurité ainsi qu'avec les directeurs des services en région et les commandants d'unités opérationnelles. Au fait des préoccupations ou des sujets prioritaires des autorités civiles et militaires, connaissant parfaitement leur organisation et leur fonctionnement en région, ayant noué des relations personnelles avec les décideurs, il joue un rôle fondamental d'interface et de mise en relation entre les acteurs du secteur civil et ceux de la défense.

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Dijon

Rencontre des correspondants réserve en entreprises de la défense (CRED) avec la DIRECCTE.

Le réseau CRED est inégalement réparti dans les 8 départements de Bourgogne-Franche-Comté. Ainsi la Côte-d'Or fait figure de « locomotive », avec 66 conventions actives, dont 8 signées en 2018.

Ce réseau s'est réuni, sous l'égide du LCL Desgranges qui fait office de coordonnateur départemental CRED, avec plusieurs entreprises partenaires, le délégué régional DAR et la correspondante DGA en DIRECCTE à l'état-major du SDIS (service départemental d'incendie et de secours). Cette rencontre a permis d'informer les entreprises sur les



© Clea CARRE

réserves et de partager des problématiques communes, notamment la disponibilité des salariés des entreprises que ce soit dans le cadre de la réserve (militaire, gendarmerie ou police) ou dans celle des pompiers volontaires.

TEMOIGNAGE



COMMISSARIAT GÉNÉRAL À L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Sophie Duval-Huwart
Directrice du développement des capacités des territoires

2018 correspond à dix ans d'accompagnement par l'État des territoires touchés par les restructurations de la défense. Dix années qui se sont traduites par une collaboration étroite avec la DAR pour la préparation, la validation et le suivi de la mise en œuvre des 62 contrats signés avec les collectivités et les acteurs économiques locaux concernés. Dix années au cours desquelles le CGET a présidé, en association avec la DAR, 54 comités techniques interministériels. Dix années où les relations avec le réseau des délégués régionaux de la DAR ont été fructueusement entretenues

par une complémentarité des expertises et des savoir-faire. En 2019, les contrats actifs ne sont plus qu'au nombre de huit, auxquels s'ajoute un nouveau CRSD en préparation à Châteaudun. En dix ans, les enjeux locaux ont évolué et, à l'avenir, la coopération avec la DAR sera encore davantage au service du développement territorial, des relations entre les acteurs locaux, du soutien aux PME, et de nombreux autres enjeux territoriaux qui seront demain dans le champ d'intervention de la future agence nationale de la cohésion des territoires.

OCCITANIE

Pamiers

JDC exceptionnelle au 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes de Pamiers : la féminisation au sein des armées, une réalité forte.

En mars 2018, la Direction du Service National et de la Jeunesse a organisé sur l'ensemble du territoire français des Journées défense et citoyenneté (JDC) spécifiquement dédiées à la « Journée internationale des droits des femmes ».

Le centre du service national de Toulouse, en partenariat avec le délégué régional pour l'Occitanie, a organisé cette journée le 5 mars 2018 au 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes de Pamiers, avec la participation de Madame Catherine Hugonet, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité



© Mohamed TSVADELLE

femmes-hommes, ainsi que Madame Nicole Surre, déléguée départementale de l'Ariège.

Temps fort de cette journée, l'activité défense sécurité a été consacrée à la féminisation dans les armées. Trois ateliers ont été proposés : une présentation de matériels et équipements militaires, des témoignages de femmes qui ont embrassé une carrière dans l'armée et une présentation sur le thème de l'égalité femmes-hommes.

ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ OUEST

TEMOIGNAGE

Colonel Francis Chanson

Général adjoint de la zone de défense et de sécurité Ouest

Les rencontres semestrielles de l'OGZDS avec les délégués régionaux (DR) présents sur la zone (Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Normandie et Bretagne) visent à entretenir un dialogue leur permettant de disposer d'une vision zonale des affaires de la défense et donnant à l'OGZDS un complément d'appréciation particulièrement pertinent, notamment sur la façon dont les sujets économiques ou domaniaux sont traités localement.

La position privilégiée des DR auprès des acteurs locaux (État, collectivités locales, réseaux d'entreprises...) et leur capacité à « arpenter » leur région leur donne une connaissance fine du tissu économique politique des territoires. En première ligne sur les questions de défense à forts enjeux



© DR

locaux, ils peuvent ainsi faire valoir les attentes du ministère au niveau zonal.

Ces rencontres régulières sont d'abord un lieu d'échange hors chaînes fonctionnelles, complétant le niveau d'information de chacun, sans constituer une nouvelle strate entre le niveau central et l'échelon local. Elles apportent de la cohérence à l'action du ministère vis-à-vis de ses interlocuteurs ; ce qui est particulièrement pertinent dans une zone aussi étendue et diversifiée que la zone de défense et de sécurité Ouest.

EMPLOI INSERTION

L'emploi porte deux enjeux majeurs pour le pays : un enjeu économique de compétitivité des entreprises et un enjeu social d'insertion. Pour les armées, la reconversion répond à une double nécessité : le besoin de jeunesse de l'institution qui implique de rendre à la vie civile, chaque année, environ 20 000 personnes aux compétences souvent transposables et au savoir-être éprouvé ; et l'attractivité du recrutement en garantissant un accompagnement au retour à l'emploi civil. Par ailleurs, elles encadrent les centres du Service Militaire Volontaire, organismes dédiés à l'insertion sociale.

Expert à la fois des armées et du tissu social et économique de sa région ainsi que du fonctionnement des services de l'État dans les territoires, le délégué régional se trouve donc à la convergence des offres et des besoins de chaque partie. Parce qu'il connaît leurs attentes et leurs capacités, il est à même d'assurer une mise en relation permettant de conclure des partenariats profitables pour tous.

BRETAGNE



Vannes

Rencontre des entreprises de la CPME.

Le 22 février 2018, dans le cadre d'une rencontre entre les armées et les entreprises adhérentes à la CPME du Morbihan, l'antenne de Vannes du pôle défense mobilité a réalisé une intervention sur les besoins en reclassement du personnel civil ou militaire quittant l'institution et sur l'emploi des conjoints sur le bassin vannetais.

Les mesures d'accompagnement que le ministère peut mobiliser pour faciliter la réinsertion du personnel concerné a également fait l'objet d'une présentation. Les chefs d'entreprises, notamment des PME/TPE, ont fait part de l'intérêt qu'ils portaient aux qualités de savoir-être des anciens militaires ou des agents civils du ministère.

Cette rencontre a pu être organisée grâce à la coopération des services du ministère : délégation militaire départementale du Morbihan, délégué régional, pôle défense mobilité de Vannes. Elle a été complétée en septembre, lors du 1^{er} salon de la « PME connectée » à Vannes, par la tenue d'un stand par le CIRFA pour présenter les métiers des Armées et informer les lycéens et étudiants visitant le salon

TEMOIGNAGE



OCCITANIE

Pierre-Henri Laborde

Facilitateur des clauses sociales pour les marchés d'infrastructure de la 13^e DBLE

Après 2 ans et demi de mission au profit de la 13^e DBLE et de l'insertion dans le Sud-Aveyron, je trouve que l'aspect le plus gratifiant est de permettre à des personnes en situation difficile de retrouver un emploi, une vie sociale ainsi que confiance en eux et reconnaissance.

Mon travail consiste à mettre en relation des milieux qui souvent ne le sont pas, ou peu, et qui, par méconnaissance mutuelle s'opposent parfois.

Les résultats obtenus prouvent, certes la réussite du dispositif d'insertion mais surtout la cohésion et l'intelligence dans les rapports qu'ont su mettre en place et développer l'ensemble des acteurs. Je souligne également l'action importante du ministère des armées en amont même de l'ouverture des chantiers.

Cette Mission me passionne par son caractère civilo-militaire également, car elle me permet, en plus de mes prérogatives premières, de favoriser les échanges et les collaborations, le tout dans un esprit de rapprochement « armée-Nation ».

BRETAGNE

Ludovic Martinez

*Directeur du Centre
du service militaire volontaire de Brest*

Le Centre du service militaire volontaire (SMV) de Brest a ouvert ses portes en novembre 2017. Il accompagne des jeunes volontaires dans leur démarche d'insertion professionnelle.

La loi « Avenir professionnel » du 5 septembre 2018 », modifiant notamment les conditions de financement de la formation professionnelle, risquait de remettre en cause l'équilibre financier du Centre du SMV de Brest, les coûts pédagogiques étant jusqu'à lors pris en charge en partie par les collectivités locales et les branches professionnelles partenaires.

L'action combinée de l'officier général commandant la zone de défense et de sécurité Ouest, du directeur du Centre du



© DK

SMV de Brest, du délégué régional, du secrétariat général aux affaires régionales a permis de prendre en compte la spécificité du Centre du SMV de Brest dans le Pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) de la Bretagne adopté fin 2018 par le Conseil régional de Bretagne et par la Préfète de la région, et ainsi pérenniser les offres de formation du Centre du SMV de Brest.

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Dijon

Forum mobilité de la fonction publique.

Le 4 octobre 2018, la plateforme RH du SGAR Bourgogne-Franche-Comté a organisé le premier « forum régional de la mobilité » à Dijon. Une trentaine d'organismes et d'établissements des trois versants de la fonction publique (État, territoriale et hospitalière) y était représentée pour aller à la rencontre d'agents souhaitant une mobilité ou simplement s'informer sur les possibilités offertes au sein de la région.

Le ministère des armées y tenait deux stands, l'un armé par le centre ministériel de gestion (CMG) de Metz et l'autre par le service d'infrastructure de la défense (SID) de Besançon.

Même s'il est encore trop tôt pour avoir des retours en termes de mutations avérées, la participation qui a atteint 500 agents et 150 représentants d'organismes sur les stands illustre le succès de ce forum.

Une vidéo de la journée est disponible :

<https://www.youtube.com/watch?v=HfAj7jDQ8Dk>



© DK

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est clairement une priorité gouvernementale, matérialisée notamment par la nomination d'un ministre d'État. Premier propriétaire foncier de l'État, le ministère des armées dispose d'un domaine bâti et non bâti très vaste. C'est également un consommateur important d'énergie et de biens de consommation courante. Il prend donc toute sa place dans la stratégie de développement durable de l'État.

Parfaitement au fait des stratégies des collectivités et des projets du ministère dans ce domaine, le délégué régional a une connaissance approfondie des acteurs économiques de son territoire, que ce soit les filières et organisations professionnelles ou les entreprises. Il peut donc tout aussi bien accompagner les projets contribuant au développement durable, qui peuvent émerger dans le cadre de l'accompagnement des restructurations, que mettre en relation des acheteurs des armées avec des entreprises innovantes dans ce domaine.

TEMOIGNAGE



GRAND EST (CHAMPAGNE-ARDENNE)

Maximin Charpentier
Directeur de Terrasolis
(CRSD Reims-Bétheny)

Le site de l'ex base aérienne 112 a permis à Terrasolis de lancer deux projets : constituer un cluster de la profession agricole pour structurer l'amont de la production et mettre en œuvre des innovations avec les agriculteurs partenaires, à l'échelle de systèmes de cultures pour une agronomie responsable. Le contrat de redynamisation de site défense (CRSD) de Reims-Bétheny a financé à hauteur de 50 % les études de faisabilité et

de mise en œuvre du projet permettant ainsi de démontrer sa pertinence. La phase opérationnelle consistant en la mise en place des études « systèmes de cultures » de longue durée et l'acquisition des équipements a été subventionnée à hauteur de 75 %.

Enfin, le volet immobilier est accompagné à hauteur de 21 %. Sur un investissement global de 3,90 M€, le CRSD est intervenu à hauteur de 1,25 M€ permettant ainsi à Terrasolis de lancer sa plateforme d'*open innovation* « Terralab » dans les meilleures conditions.

HAUTS-DE-FRANCE

Laon-Couvron Sissonne

Le quartier Mangin, situé à Laon-Couvron, fait l'objet d'un projet de développement d'un circuit automobile et de diverses infrastructures par la société MSV appartenant à l'ancien pilote de Formule 1, Jonathan Palmer. Des habitats naturels accueillant des espèces protégées disparaissant, l'entreprise est astreinte, au regard de la réglementation sur la biodiversité, à recréer des milieux aux fonctionnalités écologiques équivalentes à celles des milieux impactés.

L'armée de Terre, en accord avec la société MSV, les services de l'État et le Conservatoire d'espaces naturels de Picardie, a accepté à titre expérimental de mettre à disposition une parcelle du terrain militaire du Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine à Sissonne équivalente à la moitié de la surface de compensation attendue. Au-delà des enjeux environnementaux évidents, l'armée de Terre s'implique fortement pour que ce projet économique, faisant l'objet d'un CRSD puisse aboutir.



© Marc SANDFORD/CENZUB/CAV

GRAND EST (CHAMPAGNE-ARDENNE)



Chalons-en-Champagne

Le CRSD de Chalons favorise le développement des énergies propres

en promouvant les projets photovoltaïques sur les emprises des armées. Ainsi, la zone technique «Hawk» a été cédée à l'euro symbolique à la communauté d'agglomération afin d'y permettre la construction d'une ferme solaire. Ce projet d'un investissement de 4,5 M€ réalisé par la société champenoise d'énergie occupera plus de 6 ha et produira 4,2 MWc grâce à 13 680 panneaux, soit l'équivalent de la consommation électrique d'une ville de 4 000 habitants.

Ce projet illustre la possibilité de reconverter durablement une emprise militaire difficilement aménageable. Il est un exemple du rôle de facilitateur du délégué régional de la DAR qui fait l'interface entre les services du ministère des armées, les collectivités et les porteurs de projets afin de favoriser leur réalisation.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Roger Litaudon
*PDG de la société
publique locale 277,
maire de
Varennes-sur-Allier*

Né de la volonté d'apporter une réponse à la fermeture du détachement air 277, l'Écocentre de Varennes-sur-Allier a mis en place un pôle départemental bois. Ce pôle est le fil rouge d'une véritable dynamique de développement économique du territoire, dépassant la seule reconversion du site militaire.

Ce travail d'animation du réseau avec et au profit des acteurs de la filière, accompagné par le délégué régional pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, est une façon de faire du développement économique en impliquant les acteurs dans des démarches collaboratives et participatives qui permettent de faire émerger de nouveaux projets.



Arnaud Mine
*Président d'URBASOLAR,
Chevalier de la Légion
d'honneur*

Premier spécialiste français de l'énergie solaire photovoltaïque, le groupe Urbasolar est un partenaire privilégié des collectivités locales et de l'État pour la diffusion d'une technologie amenée à jouer un rôle de premier plan pour l'alimentation électrique.

Le projet de valorisation par générateurs photovoltaïques des surfaces de toiture du site de Varennes-sur-Allier représente une véritable opportunité pour redynamiser le territoire, proposer des projets de développement économique exemplaires et s'inscrire dans la politique de transition énergétique et de lutte contre le réchauffement climatique.



© DR

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

L'information constituant une matière première stratégique à tous les niveaux, la politique nationale de l'État en matière d'Intelligence économique (IE) vise à soutenir la compétitivité des entreprises et des établissements de recherche, à contribuer à la sécurité économique et à la préservation des intérêts fondamentaux de la nation et à exercer une veille ciblée. Le délégué régional évolue au cœur de systèmes transverses, d'organisations complexes avec des acteurs et des objectifs disparates. Son expertise des armées, du tissu économique et industriel de sa région ainsi que du fonctionnement des services de l'État dans les territoires, le place au centre de l'animation de la démarche pluridisciplinaire (armées, intérieur, économie-finances) de l'IE combinant compétences relationnelles, économiques, commerciales, financières. Ses compétences et son positionnement en font un partenaire clef au sein du dispositif régional de l'IE exigeant une grande ouverture d'esprit et des connaissances plurielles.

CENTRE-VAL DE LOIRE

Orléans

François Piquet, délégué régional (DR) et coordonnateur en intelligence économique (IE) auprès du Préfet de région.

2018 a vu la tenue de comités de suivi d'activités sensibles dans les préfectures des départements de la région et du comité stratégique annuel, consacrés aux évolutions possibles de l'organisation territoriale de l'IE. Ces réunions ont concerné des représentants des ministères de l'intérieur, de l'économie et des finances, de l'AFNOR et de l'INPI Centre-Val de Loire.

Une intervention du DR en comité d'orientation stratégique à l'Institut national des Sciences appliquées (INSA) de Blois regroupant chefs d'établissements supérieurs et directeurs d'opérateurs publics a permis de rappeler les enjeux liés à l'IE en matière de protection du patrimoine scientifique et technique.

Des liens étroits établis avec l'association des auditeurs du Loiret de IHEDN vont permettre d'enrichir les orientations et les actions prises localement dans la mise en œuvre de la politique publique d'intelligence économique.



© DR

NOUVELLE-AQUITAINE

Bordeaux

L'intelligence économique en Nouvelle-Aquitaine.

Les préfets de régions sont responsables de la coordination de cette politique interministérielle, dont ils confient généralement la mise en œuvre aux secrétaires généraux pour les affaires régionales. Dans quatre régions, les délégués régionaux contribuent à cette coordination.

Il s'agit de décliner pour la région les objectifs de cette politique, et de coordonner avec les délégués à l'information stratégique et à la sécurité économiques l'action des différents

services de l'État qui y contribuent au sein des comités régionaux à l'intelligence économique territoriale : armées/DRSD, douanes, services du ministère de l'intérieur, ANSSI, etc. Il s'agit également de suivre les entreprises stratégiques, et de sensibiliser ou former leur personnel. En Nouvelle Aquitaine une cinquantaine d'actions de sensibilisation collectives a été réalisée en 2018 au profit des entreprises locales.



NORMANDIE

Caen

L'Intelligence économique territoriale en Normandie.

À la fin de l'année 2016, la région Normandie s'est portée volontaire pour expérimenter, dans un espace de dialogue avec l'État, un dispositif d'Intelligence économique territoriale (IET) en vue de proposer un retour d'expérience et un partage de bonnes pratiques aux autres régions. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les décisions de l'État en matière de politique industrielle met en exergue l'initiative de la région Normandie.

Après l'installation officielle du comité stratégique d'intelligence économique territoriale en 2017, un premier comité opérationnel a eu lieu en octobre autour de 5 ateliers thématiques. À l'issue de ces ateliers, un plan d'actions prioritaires a été élaboré avec les participants.

Sous l'autorité de la Préfète de région, le secrétaire général pour les affaires régionales est le coordonnateur régional de la mise en œuvre de cette démarche d'IE en lien avec les services de la DIRECCTE et l'appui opérationnel du délégué régional du ministère des armées à l'accompagnement territorial pour la Normandie.



OCCITANIE

Florent Galko

*Délégué régional et coordinateur
de l'intelligence économique pour l'Occitanie*

Le préfet de la région m'a confié la mission de coordination de l'intelligence économique pour l'Occitanie. C'est une marque de confiance mais c'est surtout une grande responsabilité notamment vis-à-vis des PME et TPE qui composent l'essentiel du tissu économique de l'Occitanie: la région compte plus de 600 000 établissements dont 95 % emploient moins de dix salariés. L'orientation prise en Occitanie a été de structurer et de consolider l'action de l'État en matière d'intelligence économique territoriale jusqu'au niveau des préfets de département afin de mettre en place un dispositif dans la profondeur au plus près des entreprises.

En 2018, j'ai pu orienter le travail du comité régional de sécurité économique sur l'identification des actifs stratégiques de l'État. En parallèle, une lettre de veille intelligence économique est diffusée chaque mois au réseau et de nombreuses actions de sensibilisation ont été menées auprès du tissu économique.



© DR

RENCONTRER LES PME

ACHATS

L'activité du ministère génère un volume important de commandes publiques et d'emplois locaux. Chaque année, le ministère des armées consacre 14 % de son budget annuel à des achats directs auprès de 26 000 PME et ETI. Dans le cadre du plan « Action PME » présenté par la ministre des armées le 30 mai 2018, ces entreprises disposent d'un interlocuteur dédié, présent et accessible en région : le délégué régional (DR).

Son excellente connaissance de l'organisation du ministère, des collectivités locales et des entreprises lui permet de faciliter le lien entre les PME et le ministère des armées, en particulier les services de soutien.

Le délégué régional organise ou coorganise des rencontres régionales permettant aux PME de rencontrer les services acheteurs et d'être informées sur les marchés et procédures du ministère, notamment sur les dernières évolutions, telles que la dématérialisation des factures.

Le DR est également un acteur précieux pour les acheteurs des armées en soutenant l'action de sourcing local.

HAUTS-DE-FRANCE



Rencontres dans trois départements

La région Hauts-de-France, les chambres de commerce et la préfecture de région via la Plateforme régionale des achats (PFRA), constatant le faible nombre de réponses des entreprises régionales aux consultations, se sont mobilisées pour présenter aux PME, leur politique d'achat, les modalités d'accès à la commande publique et les enjeux de la dématérialisation des marchés publics.

La DAR s'est associée à la PFRA lors de ces matinées de l'achat public afin de présenter, dans le cadre du plan

« Action PME », les principaux segments d'achats hors armement et les volumes concernés ainsi que les portails d'information lxarm et achats.defense.gouv.fr. Ces présentations ont été ensuite suivies de temps d'échanges informels entre les PME/TPE présentes et les différents partenaires. Pour la DAR, quatre matinales réparties sur trois départements ont permis de rencontrer une quarantaine d'entreprises.

NOUVELLE-AQUITAINE



Saintes

Les armées à Saintes à la rencontre des PME.

Cette journée du 15 novembre 2018 coorganisée avec la préfecture de région (plateforme régionale des achats) et la CCI Rochefort et Saintonge, a réuni 38 entreprises du secteur du bâtiment, de l'infrastructure, de la maintenance, de l'entretien et des services associés. Du côté ministère des armées, les intervenants étaient

issus des services locaux de l'infrastructure (ESID et USID), du commissariat des armées (PFAF et GSBDD) et de la délégation à l'accompagnement régional.

« Défense mobilité » a également profité de cette rencontre pour présenter aux entreprises son offre de compétences de nos anciens collaborateurs en reconversion.

Au menu de cette journée : présentation des stratégies, segments et processus achats, retour d'expériences de 3 entreprises, RDV minute, ateliers « les clés pour rédiger une offre » et « comment maîtriser la dématérialisation ». Une réussite, si l'on en croit les 54 % d'entreprises « très satisfaites » et les 43 % d'entreprises « satisfaites ».

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Marseille

À l'initiative de la CCI Marseille Provence, une convention d'affaires a réuni 250 entreprises le 13 avril 2018.

Pour la CCI-MP il s'agissait de la première édition de forum visant à donner de la visibilité aux entreprises régionales sur les achats publics afin d'agir pour l'économie et l'emploi en région Provence Alpes Côte d'Azur. Les services de la défense présents (PFAF de Toulon et ESID de Lyon) ont reçu de nombreuses sollicitations dans diverses thématiques concernant la construction, l'entretien des bâtiments, les services et fournitures.

En encourageant les TPE/PME à répondre aux marchés publics de la défense, il s'agissait d'élargir le *sourcing* des fournisseurs, d'apporter de la visibilité sur les achats hors armement du ministère, de simplifier les réponses aux consultations ou encore d'améliorer les relations avec les titulaires de marchés publics dans la durée.



© DR

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Olivier Nys

Directeur général de la métropole de Lyon
Rencontre Achats du 31 mai 2018

Ce *business meeting*, organisé par le ministère des armées en coordination avec l'association « Lyon Pacte PME », a permis aux acheteurs du ministère, porteurs de besoins, de rencontrer les entreprises de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cet événement s'est essentiellement concentré sur les domaines des prestations de soutien et de vie courante, du bâtiment et travaux publics et de la maintenance aéronautique. Plus de 150 entreprises dont une centaine de TPE, PME et ETI mais aussi de très grandes entreprises et des startups, ont pu ainsi bénéficier d'informations pratiques sur l'accès aux marchés de la Défense et de rendez-vous BtoB.

Le dispositif « Lyon Pacte PME », piloté par la Gouvernance Économique du Grand Lyon-la Métropole, a contribué au succès de cette manifestation. La délégation à l'accompagnement régional du ministère des armées est très investie dans les actions « Lyon Pacte PME » et nous l'en remercions.



© DR

RENCONTRER LES PME

TISSER DU LIEN

Qu'il s'agisse d'achat de prestations ou fournitures, de recrutements, de reconversion ou simplement d'échanges de bonnes pratiques, le tissu économique et social français et le ministère des armées partagent de nombreuses préoccupations et tous deux ont des réponses à partager. Interface entre la société civile et le ministère des armées, le délégué régional joue un rôle de lien pour répondre au besoin identifié par l'une ou l'autre des parties. Les changements s'accroissent, le digital prend une importance déterminante, de nouvelles menaces apparaissent, le besoin de protection s'accroît et l'esprit de défense et le lien armées-Nation sont à consolider.

À la croisée des acteurs des mondes économique et étatique sur son territoire, le DR facilite et accélère leur coopération grâce à son réseau ou au travers de prestation de conseil et d'appui en ingénierie de projets ou encore par la mobilisation de ressources.

BRETAGNE



Lorient

Rencontre des entreprises de la CPME du Pays lorientais.

Après avoir rencontré les entreprises adhérentes de la CPME du Pays de Vannes, une nouvelle rencontre a été réalisée avec les entreprises de la CPME du Pays de Lorient le 14 juin 2018. Cette manifestation regroupait une vingtaine de PME locales. Elle a permis d'aborder les sujets de la reconversion professionnelle des personnels militaires ou civils et des conjoints recherchant un emploi, de la réserve opérationnelle ou citoyenne. Les modalités d'achat et les aides à l'innovation ou aux financements que peut apporter le ministère aux PME ont été présentées.

D'un commun accord, ce type de réunion sera renouvelé.

Cette rencontre a pu être organisée grâce à la collaboration des services du ministère : la délégation militaire départementale du Morbihan, le délégué régional à l'accompagnement des Armées, le pôle défense mobilité de Lorient, le correspondant réserve entreprises – défense du Morbihan.

GRAND EST (LORRAINE-ALSACE)



Nancy

Conférence RGPD

Fin 2017, avec sa

collègue correspondante de la DGA, en DIRECCTE, le délégué à l'accompagnement pour la région Grand Est a élaboré un programme annuel avec leurs partenaires institutionnels. Ils ont identifié une forte demande de la part des PME sur le territoire nancéien pour mieux cerner la problématique RGPD.

En partenariat avec la CCI du Grand Nancy Métropole une conférence sur le thème : « Les entreprises et le règlement général sur la protection des données » (RGPD) s'est donc tenue le jeudi 14 juin 2018.

Quelles sont les données concernées ? Quelles sont les actions à enclencher dans l'entreprise ? Comment protéger ses données personnelles ?

C'est à toutes ces questions que trois intervenants ont répondu : M. Yves Petit, directeur du centre européen universitaire, qui a mis en perspective la problématique ; Mme Françoise Chauder de la Direccte Grand Est qui a détaillé des actions enclenchées pour mettre l'entreprise en conformité ; et M. Michel Rochelet, délégué régional Grand Est de l'ANSSI, qui a expliqué comment sécuriser son patrimoine numérique et ses données personnelles. La manifestation s'est terminée par des témoignages d'entrepreneurs et des échanges très riches avec la salle.



© François LUCAZEAU

BRETAGNE



Vannes

**PME connectées,
transition vers le numérique à Vannes.**

Le 28 septembre 2018, les Armées étaient au rendez-vous du 1^{er} « Salon de la PME connectée, transition vers le numérique » organisé à Vannes en collaboration avec la CPME du Morbihan et le Rotary Club. Une cinquantaine d'entreprises et d'organismes étaient présents pour proposer leurs services, solutions et conseils aux patrons de PME qui veulent se développer sur internet ou investir dans les moyens numériques.

Ce salon a été aussi l'occasion de leur présenter la réserve cyberdéfense et de montrer quelques précautions simples à prendre avec l'usage d'internet pour ne pas être trop vulnérable face à la cybercriminalité.

Le succès de cette manifestation a été le fruit notamment de la très bonne collaboration de la délégation militaire départementale du Morbihan, du centre de réserve et de préparation opérationnelle de cyberdéfense et de la délégation régionale à l'accompagnement des Armées.

OCCITANIE

TEMOIGNAGE

Martine Ortel

*Responsable conduite de projet
au service du réseau financier
et des comptabilités de la DAF
Ministère des armées*

La direction des affaires financières, dans le cadre du plan « Action PME », a conduit des ateliers de formation gratuits au profit des PME fournisseurs du ministère pour les accompagner à la dématérialisation des factures sur « Chorus Pro », rendue obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2019 pour les PME.

En Nouvelle-Aquitaine, la délégation régionale de la DAR a pris en charge l'organisation de ces ateliers :

- recherche d'un partenaire : la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine a fourni une salle de formation appropriée (postes internet pour chaque stagiaire),
- lien avec les acheteurs locaux pour mobiliser les PME,
- gestion des inscriptions et organisation pratique de deux ateliers d'une demi-journée le 15 juin 2018.



© DK

L'objectif était que les acteurs des PME soient autonomes sur « Chorus Pro » à la fin de la séance. Dix représentants de PME inscrits le matin et huit l'après-midi sont repartis satisfaits de cette initiative du ministère.

RESTRUCTURATIONS

La mission d'accompagnement économique des restructurations des armées décidées depuis 2008 se poursuit. En effet, 62 contrats de redynamisation de site de défense (CRSD) et plans locaux de redynamisation (PLR) ont été signés entre 2009 et 2016. Au 1^{er} janvier 2018, 49 contrats étaient clos mais l'exécution de certaines de leurs actions, en particulier les plus complexes, se poursuivait. Les treize autres contrats correspondent en premier lieu aux 5 contrats signés en 2013 qui sont arrivés à échéance au cours du second semestre 2018 (PLR du Val d'Oise, CRSD de Reims-Bétheny, PLR des Yvelines, CRSD de Vernon, PLR du Haut-Rhin) et en second lieu aux 8 CRSD consécutifs aux restructurations les plus récentes : Châteaudun, Châlons-en-Champagne, Dijon, Polynésie Française, Varennes-sur-Allier, Luxeuil, Creil et Drachenbronn.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Bourg-saint-Maurice

La ZAC des Alpains et Bonneval Water.

L'année 2018 marque un tournant important dans l'avancement du contrat de Bourg-saint-Maurice :

- l'aménagement de la ZAC des Alpains verra le démarrage de la construction d'un hôtel de 88 chambres, opération majeure pour la requalification foncière et économique de l'emprise cédée par la défense. Livré fin 2019, cet hôtel sera ouvert 11 mois par an afin d'accroître l'offre en inter-saisonnalité.
- l'usine d'embouteillage de la société Bonneval Water s'est installée dans la commune de Seez. Elle va mettre en bouteille et commercialiser pour fin 2019 l'eau de la source captée en altitude dans la commune de Bourg-Saint-Maurice. Visant d'abord le marché savoyard, cette entreprise a su intéresser les marchés américains grâce notamment aux



qualités de l'eau proposée. Accompagnée par la DAR dès le début du projet, l'entreprise sera fortement créatrice d'emplois et contribuera à l'image dynamique de la Haute-Tarentaise.



CENTRE-VAL DE LOIRE

Châteaudun

Reconversion de la base aérienne.

Le ministère des armées a décidé la fermeture de l'élément air rattaché (EAR) 279 en 2021, finalisant ainsi un processus initié par la transformation de la base aérienne de Châteaudun en élément air. Un nouveau CRSD viendra compléter celui en cours depuis 2015.

Pour accompagner la collectivité de Châteaudun et son bassin de vie dans le projet de reconversion, la Ministre des armées a proposé que le site soit cédé à la collectivité pour l'euro symbolique. L'objectif est d'attirer les investisseurs susceptibles de générer une activité créatrice d'emplois et de richesses.

Des études d'impact ont été lancées par l'INSEE et des propositions concrètes de redynamisation sont en cours d'élaboration. Alors que les données disponibles concernant l'infrastructure existante ont été transmises dans le cadre d'un groupe de travail animé par le délégué régional, les acteurs du ministère travaillent ensemble à des pistes de reconversion.



GRAND EST (CHAMPAGNE-ARDENNE)

Laurent Maisonneuve

*Délégué régional pour la région Grand Est
(Champagne-Ardenne)*

Lors de sa signature le 28 août 2015, le contrat de redynamisation de site défense (CRSD) de Châlons-en-Champagne affichait un objectif ambitieux de 700 emplois dans son volet « Soutien à l'implantation et au développement d'activités porteuses de création ou de maintien d'emploi ».

Alors que ce contrat approche de sa 4^e année, ces objectifs ont été largement dépassés. Des conventions ont été signées avec une centaine d'entreprises pour l'aide à la création de 510 emplois (dont 236 sont déjà effectifs) et au maintien de 453 autres, soit 963 emplois au total.

Le montant des subventions accordées dépasse 5,30 M€ et a fait l'objet de

plusieurs abondements afin de pouvoir continuer à accompagner les entreprises du territoire dans leurs projets jusqu'à la fin du contrat.

Ce résultat traduit l'engagement des acteurs du CRSD, auprès desquels je travaille pour promouvoir ce dispositif et conseiller les entreprises.



© DR

NORMANDIE

Caen

CRSD de Caen : Quartier Koenig.

En janvier 2018, l'entreprise Enedis a inauguré ses nouveaux locaux dans le quartier Koenig, à Bretteville-sur-Odon (Calvados). C'est la première entreprise à s'installer sur l'ancien site militaire du 18^e régiment de transmissions.

250 salariés d'Enedis travaillent désormais dans ce bâtiment d'une surface de 6 500 m² dont 4 444 m² consacrés aux activités du tertiaire et 2 114 m² regroupant des garages, des parkings

couverts, des ateliers ainsi qu'une zone de stockage. Cette infrastructure offre des conditions de travail adaptées aux équipes techniques auparavant dispersées sur plusieurs sites de l'agglomération caennaise; ce qui ne leur permettait pas d'intervenir en tout lieu et en tout temps. Les bâtiments sont plus lumineux et adaptés. Leur gestion technique a été optimisée et pensée pour respecter l'environnement.



© DR

RESTRUCTURATIONS

Les mesures de restructurations décidées depuis 2008 ont mobilisé un accompagnement financier de près de 470 M€ prévus au titre des lois de programmation militaire 2008-2014 et 2014-2019 dont 322 M€ relevant du ministère des armées au travers du fonds pour les restructurations de la défense (FRED).

Le délégué régional représente le ministère dans les instances présidées par les préfets auprès desquels il est placé. Il assure un rôle de coordinateur dans la résolution des problématiques des sites restructurés ou est associé aux travaux aux côtés des organismes de la défense, des collectivités territoriales, des acteurs économiques locaux et des services de l'État.

Il a pour interlocuteur privilégié le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui conduit les politiques contractuelles interministérielles pour lutter contre les inégalités territoriales.

PAYS DE LA LOIRE

Laval

Le « Laval Virtual Center », un lieu unique d'innovation.

Lieu unique d'innovation et de partage dédié aux usages professionnels de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée (RV/RA), le « Laval Virtual Center » (LVC) regroupe 3 structures : le centre de ressources technologiques, un institut de l'École des Arts et Métiers (ENSAM) formant les futurs ingénieurs et chefs de projets de la RV et l'association « Laval Virtual » en charge du salon annuel dont le but est d'accélérer l'accès à ces technologies. L'État, par le fonds pour les restructurations de la défense, a contribué à sa création à hauteur d'environ 700 k€. La force du LVC réside dans sa concentration en expertise, dans ses salles et équipements facilitant la compréhension et l'adoption des usages. Sur place, des experts aident les entreprises à se positionner sur ce marché nouveau ou à utiliser les technologies du virtuel.



©DR

En 2018, son salon international a accueilli 323 exposants et présenté à 20 000 visiteurs les nouveautés de la RV. Le 21^e salon aura lieu du 20 au 24 mars 2019.

TEMOIGNAGE



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Mickael Toma

*Directeur de l'aérodrome
Dijon-Longvic
Société Edeis*

En 2016, Edeis a repris la délégation de service public pour l'exploitation de l'aéroport de Dijon, essentiellement au profit de l'aviation d'affaire et du transport sanitaire. Cette reprise supposait une mise aux standards de l'aviation civile de l'ancienne base militaire, donc des investissements lourds.

Le fonds pour les restructurations de la défense est venu en appui du financement des collectivités à hauteur de 1,40 M€ sur un total de 2,80 M€ ; ce qui a permis, notamment la réfection du réseau électrique, le balisage lumineux, la mise en sécurité du site et l'installation du très haut débit.

En 2018, grâce à ce partenariat, les mouvements aériens ont plus que doublé en deux ans et des entreprises se sont installées sur l'aérodrome créant ainsi plus de 100 emplois.

NORMANDIE

Vernon

La société publique locale (SPL) du Plateau de l'Espace.

Le CRSD de Vernon a été signé le 6 septembre 2013 en accompagnement de la décision de transfert des activités du Laboratoire de recherches balistiques et aéronautiques (LRBA). L'objectif est de reconvertir le site de 70 ha comportant 70 000 m² de bâtiments et de créer, à terme, au moins 400 emplois.

Au 1^{er} octobre 2018, d'importants résultats sont déjà constatés :

- plus de 50 % du parc technologique située dans la zone sécurisée est occupé,



- environ 300 salariés ainsi que 150 étudiants sont présents quotidiennement sur le site,
 - les investissements réalisés sont de l'ordre de 10,75 M€, avec des retombées importantes pour les entreprises du BTP,
 - près de 60 % des logements sont occupés, soit une population d'environ 200 habitants sur le campus de l'Espace.
- L'État continue d'accompagner la SPL dans son travail de reconversion.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Saint-Mandrier

Un pôle d'activités nautiques.

La reconversion de la base aéronavale de Saint-Mandrier a été lancée dans le cadre des restructurations de la Défense et de la fermeture de ce site militaire en 2005.

Elle a nécessité l'aménagement des accès et des réseaux, la consolidation du trait de côte et la réalisation d'ouvrages maritimes, ainsi que la rénovation des hangars et bâtiments.

La Défense a financé ce projet à hauteur de 3,20 M€ (soit 30 % des investissements), en

partenariat avec la métropole Toulon Provence Méditerranée, le département et la région, pour faire de ce site un pôle d'activités nautiques dédié à la grande plaisance.

Cette reconversion s'est achevée en 2018 comme ont pu le constater le délégué adjoint de la DAR et le délégué régional à l'occasion d'une visite le 11 juin 2018, avec un résultat remarquable : 17 entreprises installées, représentant 165 emplois directs.



© O. PASTOR

ANNEXES

LA DÉFENSE EN RÉGION

- carte nationale et 13 fiches régionales

ORGANIGRAMME

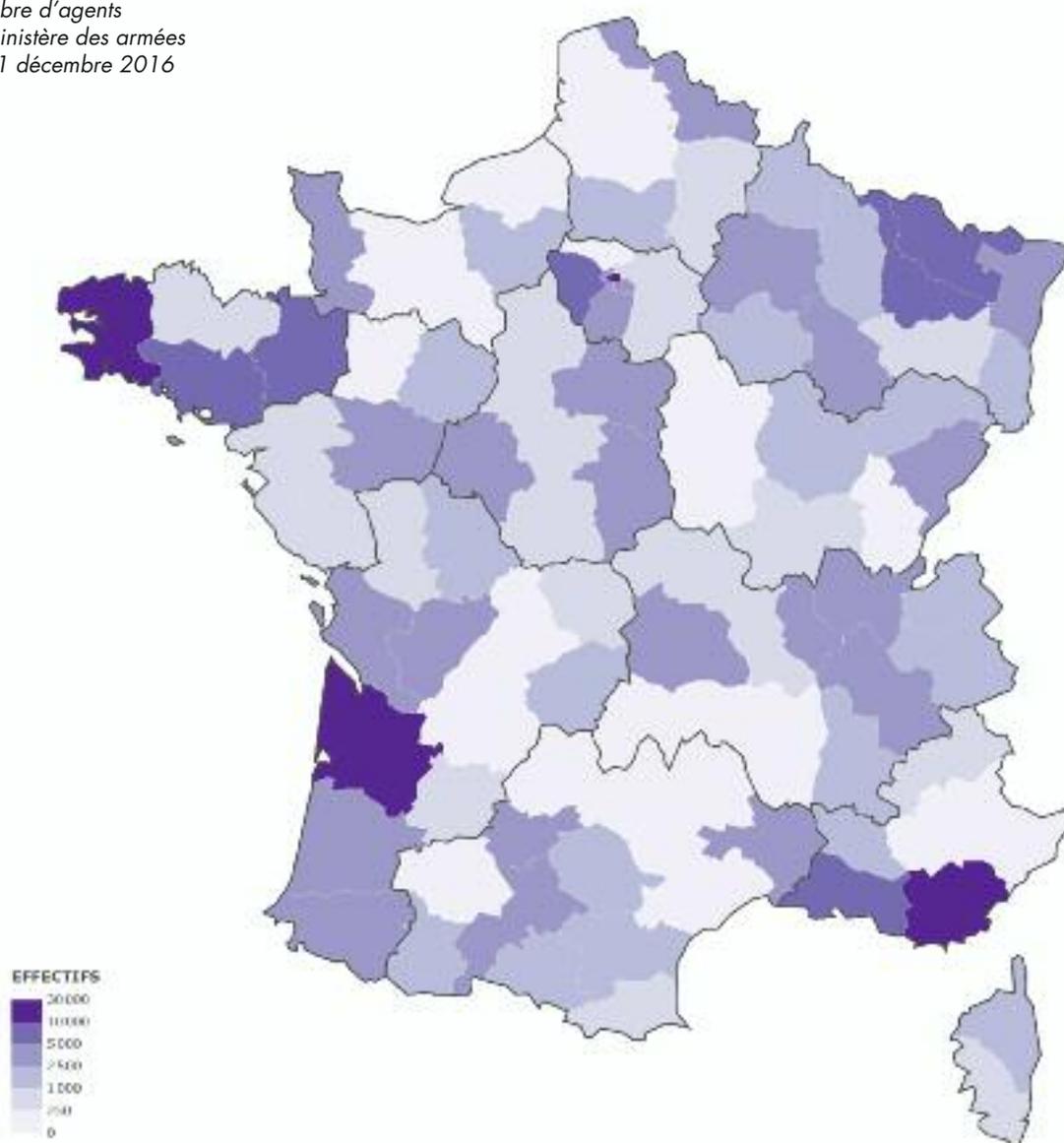
TROMBINOSCOPE

TABLE DES MATIÈRES

LA DÉFENSE EN RÉGION

Le ministère des armées est implanté sur tout le territoire. Il contribue à l'activité économique, ce qui se traduit notamment par un volume important de commandes publiques, elles-mêmes génératrices d'emplois.

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



2016

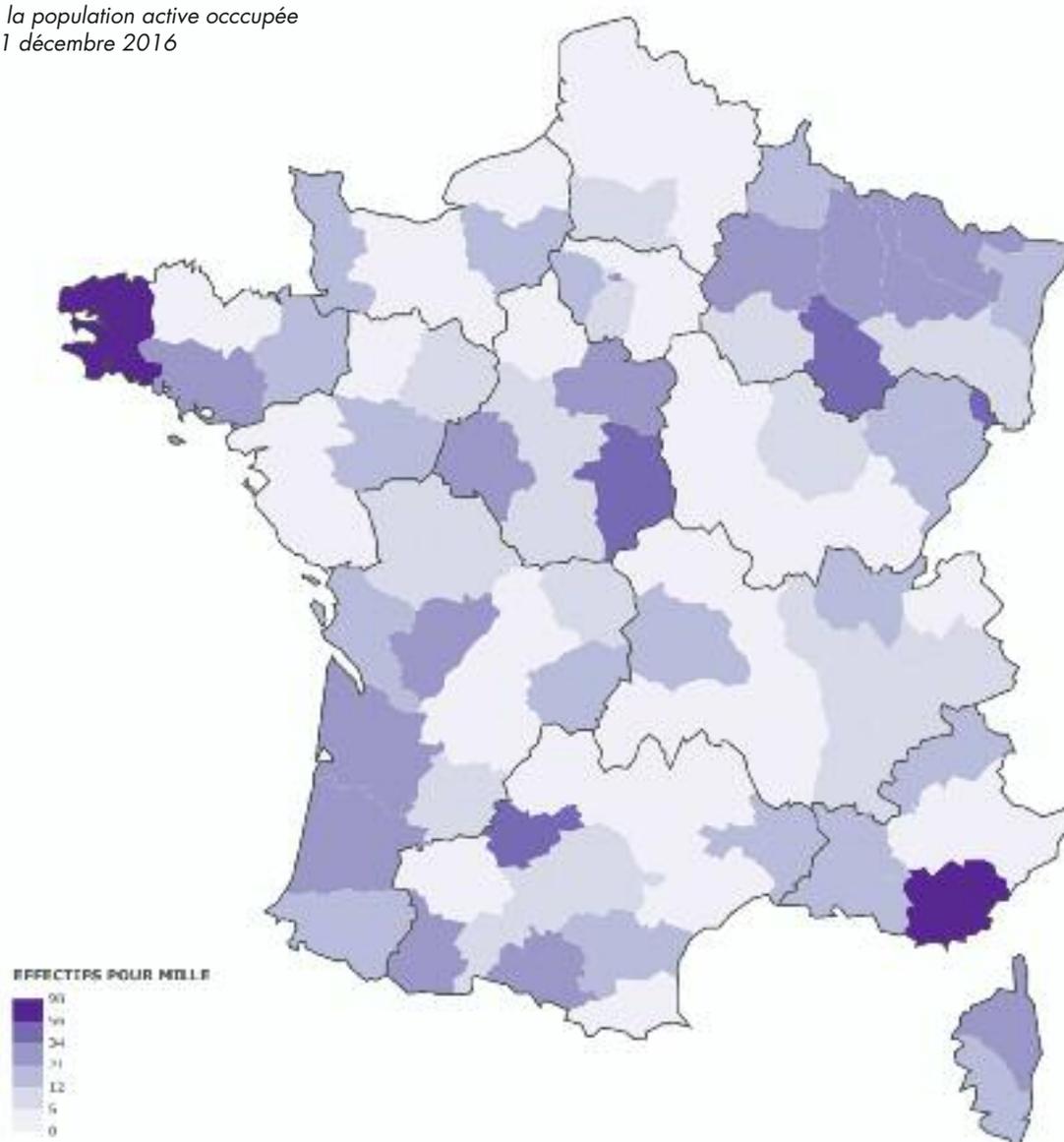
Masse salariale brute « Défense » (M€)	9 125,1
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	10
Paiements directs aux PME (M€)	1 883
Nombre de PME	22 871

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

L'implantation des unités militaires est variable selon les départements comme l'illustre la carte n° 1. Mais au-delà, la carte n° 2 qui décrit la part effective des armées dans la population active occupée montre combien le ministère participe au dynamisme des territoires.

*Effectifs du ministère des armées
dans la population active occupée
au 31 décembre 2016*



L'économie de Défense

Le ministère des armées verse 9,12 milliards d'euros de masse salariale.

1^{er} investisseur de l'État, il contribue au développement et à la croissance de notre économie, et notamment au développement de l'activité des PME. Le montant des paiements directs s'élève en effet à près d'1,9 milliards d'euros en direction d'environ 23 000 PME. Au-delà, le ministère soutient l'effort d'innovation des entreprises et leur offre de nombreuses opportunités sur l'ensemble du territoire. Les fiches régionales qui suivent décrivent les relations fructueuses qui lient dans chaque territoire les armées et le monde économique.



Auvergne-Rhône-Alpes

Présentation générale

La région Auvergne-Rhône-Alpes se caractérise par son importance démographique et son poids économique la positionnant parmi les régions françaises et européennes les plus dynamiques.

Deuxième région française en nombre d'habitants et plus peuplée que 13 des 28 pays de l'Union européenne, elle se caractérise par une croissance démographique plus soutenue que la moyenne nationale

et la jeunesse de sa population (un habitant sur quatre a 18 ans ou moins).

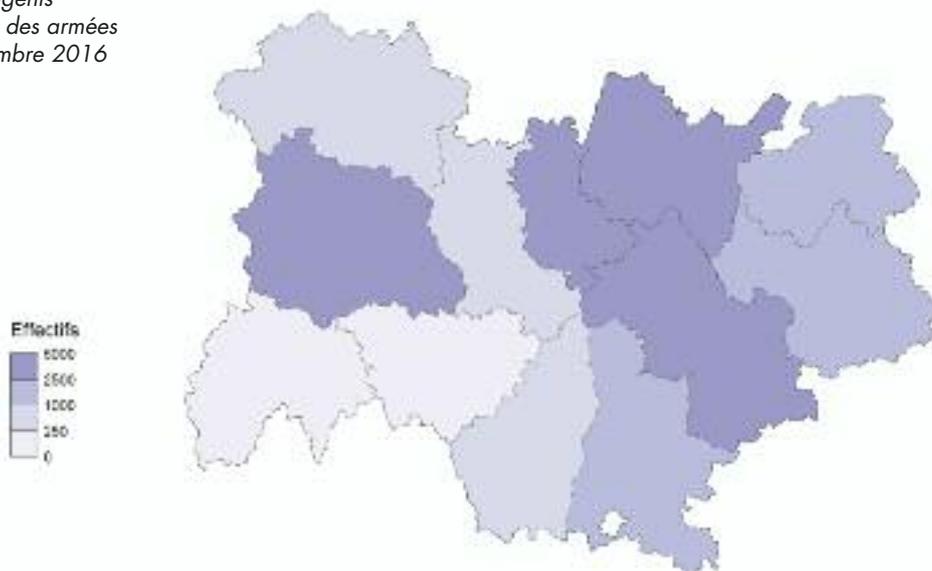
Elle se distingue également par une très grande diversité de territoires et de paysages : trois massifs montagneux (Alpes, Massif Central, Jura), de grandes vallées de peuplement ; 3 agglomérations métropolitaines (Lyon, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand), des cours d'eau majeurs dont le Rhône et la Loire ; une forte présence de forêts et d'espaces naturels et de grands axes de communication.

Au premier rang national pour son volume total d'emplois industriels (490 000), la région Auvergne-Rhône-Alpes emploie 3,2 millions de personnes et produit 11,4 % de la richesse nationale. L'industrie régionale est structurée notamment autour de la fabrication de produits métalliques, en caoutchouc et en plastique, électriques et électroniques, de machines et équipements, mais aussi de la chimie, de pharmacie, du textile et de l'agroalimentaire.

- 70 000 km² (13 % du territoire métropolitain) dont 70 % zone de montagne
- 7,7 millions d'habitants
- 12,4 % du PIB national
- 11 pôles de compétitivité
- 11 établissements de plus de 2000 salariés dont le siège de Michelin à Clermont-Ferrand qui emploie plus de 4000 salariés

La Défense en région Auvergne-Rhône-Alpes

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

Environ 20 000 personnels sont présents en Auvergne-Rhône-Alpes soutenus par cinq bases de défense (trois à compter du 1^{er} janvier 2019 avec le regroupement à Lyon des bases de défense de Valence et de La Valbonne).

Dans les départements alpins sont implantés le 27^e bataillon de chasseurs alpins (BCA) à Annecy-Cran-Gevrier, l'école militaire de haute montagne à Chamonix, le 13^e BCA de Chambéry-Barby et le 7^e BCA, le 93^e régiment d'artillerie de montagne et l'état-major de la 27^e brigade d'infanterie de montagne à Varcès.

A l'ouest, la présence militaire auvergnate est constituée principalement du 28^e régiment de transmission à Issoire, du 92^e régiment d'infanterie et l'état-major de la 3^e brigade légère blindée, de la 13^e base de soutien du matériel à Clermont-Ferrand et son détachement de Moulins, de l'état-major de la 4^e division aéromobile et de l'atelier industriel de l'aéronautique d'Aulnat.

L'Ain accueille le 68^e régiment d'artillerie d'Afrique, le régiment médical et le centre d'instruction élémentaire de conduite à la Valbonne et, à

Ambérieu-en-Bugey, la base aérienne 278 et l'atelier industriel de l'aéronautique.

Dans la Drôme, sont stationnés le 1^{er} régiment de Spahis à Valence et le groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de terre à Chabeuil.

La Loire est le siège de deux formations issues de la dissolution de GIAT Industrie : l'établissement de diffusion, d'impression d'archivage du commissariat des armées à Saint-Étienne et l'établissement logistique du commissariat des armées à Roanne. Enfin, le Rhône concentre la quasi-globalité des états-majors et établissements à vocation régionale, dont l'état-major de la zone de défense et de sécurité sud-est. De nombreux services interarmées y sont également implantés, dont l'hôpital d'instruction des armées Desgenettes, le centre interarmées des actions sur l'environnement et le centre d'expertise de la restauration et de l'hébergement interarmées. Le 7^e régiment du matériel et la base aérienne 942 Mont-Verdun sont les établissements opérationnels principaux.

L'économie de Défense

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la région Auvergne-Rhône-Alpes s'élève à presque 670 M€ soit 7 % de la masse salariale de la totalité du ministère.

En 2016, les paiements directs aux PME se sont élevés à 137 M€ pour 2 543 entreprises bénéficiaires. Les revenus liés à la défense (masse salariale, commande publique, pensions, transferts sociaux...) représentent 2,4 milliards d'euros, soit 6,2 % du total national.

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	669,6
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	6,3
Paiements directs aux PME (M€)	137
Nombre de PME	2 543

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : **9,69 M€** dont part contrats locaux : **8,32 M€**.

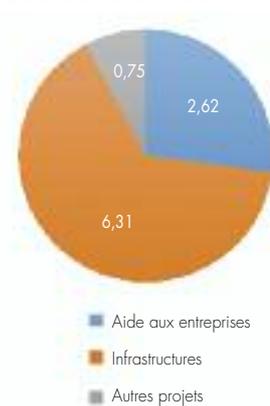
Part commission nationale : **1,37 M€**

Les engagements à venir proviennent du contrat de Varennes-sur-Allier. Avec celui de Bourg-Saint-Maurice, ces contrats représentent l'essentiel des crédits du FRED sur le périmètre (79 % du total) et la totalité du reste à payer.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Présentation générale

Issue de la fusion en 2016 de la Bourgogne et de la Franche-Comté, cette région comprend huit départements, une population de 2,8 millions d'habitants pour une surface de 48 000 km² ce qui en fait une région moyenne (environ 4 % de la population comme de l'économie nationale). La fusion s'est faite naturellement, selon la volonté de la majorité des élus des deux régions d'origine. Cet accord politique est un avantage pour sa cohérence territoriale et son développement économique. L'économie y est fortement structurée par la géographie : trois massifs (Morvan, Jura,

Vosges) constituent de vastes espaces tournés vers l'agriculture et sont séparés par quelques grandes vallées structurantes (Loire, Yonne, Saône, Doubs...) où se sont installées historiquement les voies de communication et l'industrie. L'axe principal de développement écono-

mique est une bande reliant Belfort à Chalon-sur-Saône et passant notamment par Besançon et Dijon. Il y a également hors de cet axe quelques bassins secondaires mais néanmoins significatifs (Sens, Auxerre, Nevers, Mâcon, Vesoul).

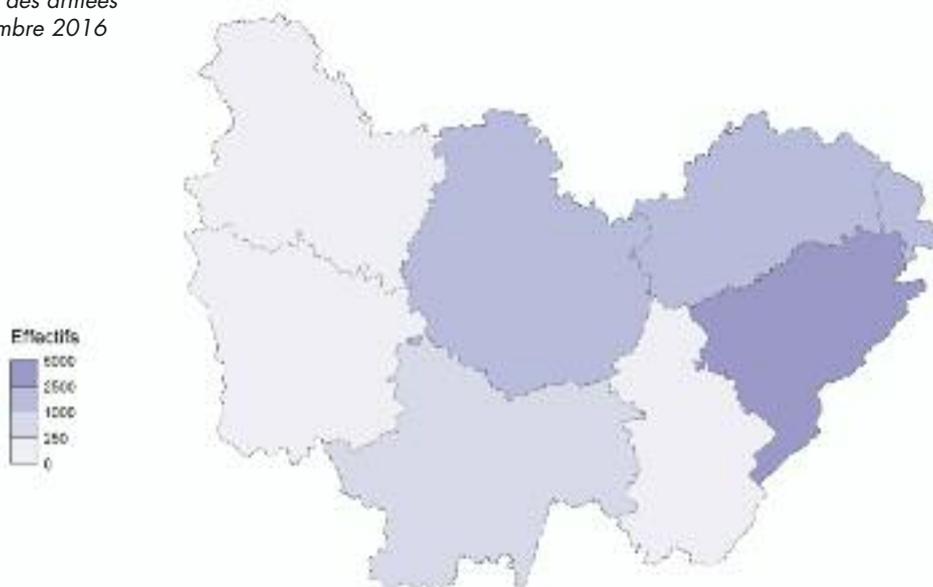
Hormis quelques grandes industries du transport, de la santé ou de l'agroalimentaire, les acteurs économiques sont essentiellement des PME/TPE (85 % de l'emploi salarié).

Une région moyenne et contrastée

- 4 % du PIB pour 4 % de la population nationale
- **Développement économique** et population concentrés sur un axe Rhin-Rhône
- **Vastes espaces agricoles** (élevage, vigne, céréales, bois, fromages...): 4^e rang national
- **Filières d'excellence et innovation** (automobile, agroalimentaire, microtechniques, nucléaire): 4 pôles de compétitivité, R&D au 6^e rang national

La Défense en région Bourgogne-Franche-Comté

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

Le ministère des armées emploie un peu plus de 9 200 personnels (civils et militaires) dans la région Bourgogne-Franche-Comté.

Les formations militaires se concentrent essentiellement au nord-est de la région (ex. Franche-Comté) :

- 2 états-majors (1^{re} division et 7^e brigade blindée à Besançon),
- 6 régiments (51¹ régiment du train à Auxonne, 19^e régiment du génie et 6^e régiment du matériel à Besançon, 13^e régiment du génie à Valdahon, 1^{er} régiment d'artillerie à Bourogne et 35^e régiment d'infanterie à Belfort),
- 1 camp de manœuvre (Valdahon)
- 1 base aérienne (BA 116 à Luxeuil).

Dans le reste de la région, ne restent que le lycée militaire (Autun) et la base pétrolière interarmées (Chalon-sur-Saône) ainsi que quelques services communs à Dijon (bureau des archives et réserves de l'armée de l'air, centre du service national et de la jeunesse, service qualité de la direction générale pour l'armement...).

Le soutien à ces unités stationnées dans le territoire repose sur 3 bases de défense : Belfort, Luxeuil et Besançon. Cette dernière couvre l'essentiel de l'ex-région Bourgogne. Ces soutiens concernent à la fois les domaines administratifs (financier, médical, ressources humaines...) et techniques (infrastructure, télécommunications, informatique...) avec des détachements au plus proche des unités soutenues.

L'économie de Défense

L'effectif de 9 200 personnels civils et militaires du ministère des armées pour la Bourgogne-Franche-Comté représente un peu plus d'1 % de la population active occupée de la région, ce qui en fait une région faiblement militarisée (la moyenne nationale est de 1,4 %).

La masse salariale brute correspondante représente 288,10 M€ qui contribuent à l'économie locale des bassins d'implantation des familles de ces personnels, donc essentiellement en ex-région Franche-Comté.

A contrario, les services du ministère des armées font travailler les entreprises sur toute l'étendue de la région pour la fourniture de biens et de services. En particulier 16 M€ de paiements directs au profit de 804 PME.

2016

Masse salariale brute « Défense » (M€)	288,1
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	8,3
Paiements directs aux PME (M€)	16
Nombre de PME	804

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.



Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 13,29 M€ dont part contrats locaux : 11,42 M€.

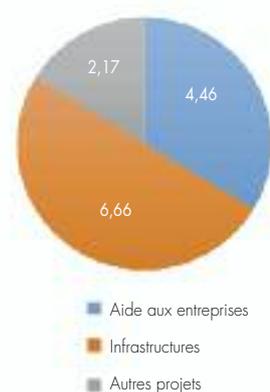
Part commission nationale : 1,87 M€

Seuls les contrats de Dijon et Luxeuil ne sont pas totalement engagés. Ils portent 44 % des crédits et 87 % du reste à faire. Le reste des crédits a été attribué aux départements de la Nièvre et de l'Yonne.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





BRETAGNE

Présentation générale

La Bretagne représente un espace situé entre terre et mer, une péninsule à l'extrémité ouest de la France. La capitale régionale est Rennes dont l'agglomération concentre 13 % de la population

d'euros soit environ 4,3 % du PIB national), articulée principalement autour de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture, de la pêche et du domaine tertiaire des services, notamment la banque et la grande distribution.

Les secteurs industriels en Bretagne :

- l'agroalimentaire (viande, poissons, lait),
- l'automobile,
- la construction et la réparation navale civile et militaire,
- l'électronique et les télécommunications.

bretonne. La région regroupe 4 départements (Ille-et-Vilaine, Finistère, Morbihan et Côtes-d'Armor).

- 27 208 km² (5 % du territoire national).
- 2 730 km de côtes (1/3 du littoral français).
- 800 îles ou îlots.
- 3,33 millions d'habitants (5,1 % de la population française).

Avec un taux de chômage depuis plusieurs années inférieur à celui constaté en France métropolitaine (7,6 % pour 8,8 % au niveau métropolitain), l'économie de la région est très dynamique (PIB régional de 92 milliards

La place de la Bretagne dans l'économie nationale

- 1^{re} région pour la pêche
- 1^{er} bassin d'emploi agroalimentaire
- 1^{re} région pour le tourisme balnéaire
près de 13 millions de touristes accueillis en 2017
- 2^e région agricole (après Nouvelle-Aquitaine) autour de l'élevage et de la production légumière

La Défense en région Bretagne

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

Près de 27 500 personnels du ministère sont présents en Bretagne. La région accueille la préfecture maritime de l'Atlantique, la deuxième base navale de France, base de stationnement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) et l'état-major de zone de défense et de sécurité Ouest. On y trouve aussi 3 des 4 bases métropolitaines de l'aéronavale ainsi que 3 régiments de l'armée de Terre. Depuis peu, la région concentre une large part des compétences du ministère en matière de cybersécurité autour du centre de la maîtrise des systèmes d'information de la direction générale de l'armement et du commandement des systèmes d'information et de communication.

La Bretagne est aussi un pôle important de formation des armées, notamment avec les Écoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan, l'École navale et le centre d'instruction naval de Brest pour la formation initiale.

Pour le soutien des unités et services du ministère, la région héberge 2 plateformes achats-finances, 2 établissements du service d'infrastructures de la défense, 2 bases de défense (Brest-Lorient et Rennes-Vannes-Coëtquidan) et un hôpital d'instruction des armées.

Les revenus liés à la défense en Bretagne représentent 3,3 milliards d'euros, soit 8,4 % du total national.

L'économie de Défense

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la Bretagne s'élève à 959,9 M€ (données 2016), soit 10,5% de la masse salariale de la France métropolitaine.

En 2016, les paiements directs du ministère des armées aux petites et moyennes entreprises (PME) se sont élevés à 106 M€ pour environ 1 400 entreprises bénéficiaires.

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	959,9
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	21,1
Paiements directs aux PME (M€)	106
Nombre de PME	1 407

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.



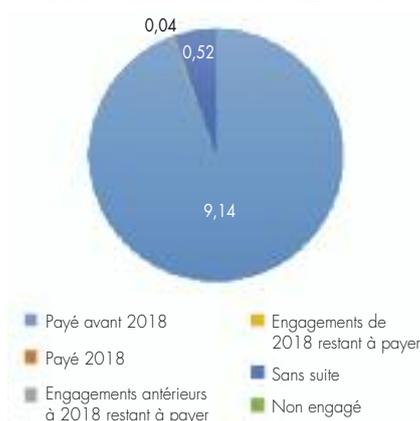
Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 9,70 M€ dont part contrats locaux : 4,01 M€.

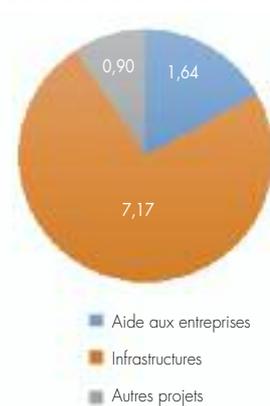
Part commission nationale : 1,19 M€ et CPER 4,50 M€.

L'activité du FRED en Bretagne était quasiment achevée avant 2017. Seules quelques entreprises doivent encore justifier de la réalisation de leurs objectifs conventionnels.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





CENTRE-VAL DE LOIRE

Présentation générale

La région Centre-Val de Loire est constituée de six départements et 1 842 communes dont deux métropoles (Orléans et Tours).

D'une superficie de 39 150 km² (7 % du territoire national), elle s'étend de l'Île-de-France aux contreforts de l'Auvergne et abrite la plus grande forêt domaniale de France.

D'une faible densité (66 hab./km²), sa population de 2,6 millions représente 4,1 % de la population française. Flux de population : 21 000 personnes par an arrivent de l'Île-de-France et s'installent en grande partie en Eure-et-Loir et 12 000 personnes par an quittent la région Centre-Val de Loire pour l'Île-de-France.

Elle présente un patrimoine historique et culturel de renommée mondiale (châteaux de la Loire, cathédrales de Bourges et de Chartres inscrites au patrimoine mondial par l'UNESCO...)

Sur un plan économique, le nord de la région bénéficie de la présence d'industries à forte valeur ajoutée, comme les activités liées à la cosmétique et à la pharmacie (Sanofi, Servier, Clarins, Christian Dior, Guerlain).

Le taux de chômage (3^e trimestre 2018) est de 8,6 %, le taux national étant de 9,1 % ; l'emploi salarié connaît une légère baisse et s'élève à 909 700 emplois, dont 611 400 emplois pour le secteur marchand et 210 000 agents de la fonction publique. Le nombre de créations d'entreprises a augmenté de 17,7 % en 2018.

Quatre centrales nucléaires en font la deuxième région de France pour la production d'électricité d'origine nucléaire. C'est, en outre, la 4^e région éolienne française en matière de puissance installée et la 7^e en ce qui concerne le photovoltaïque.

9^e région économique française, 5^e région industrielle française en part d'emploi salarié, c'est une région leader au niveau national pour :

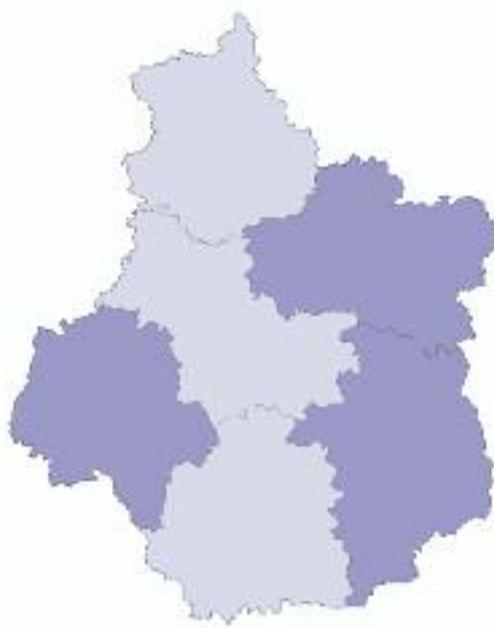
- la production pharmaceutique ;
- la production de parfums et cosmétiques ;
- l'industrie d'armement terrestre.

C'est également la **4^e région céréalière** de France.

Elle bénéficie avec les **châteaux de la Loire** d'une forte attractivité touristique.

La Défense en région Centre-Val de Loire

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

La région compte près de 15 000 personnels militaires et civils de la Défense. On y trouve de nombreuses bases aériennes. Si certaines voient leur activité se réduire : la fermeture de l'élément air rattaché (EAR) 279 (Châteaudun) sera effective en 2021 et le transfert vers Cognac de l'École de Chasse de la base aérienne (BA) 705 (Tours) est planifié en 2021, celle d'Orléans reste particulièrement dynamique. Il en est de même pour la BA 702 d'Avord, seconde plus importante base aérienne française après celle d'Istres. Concernant l'armée de terre, le 12^e régiment de cuirassiers, équipé du char Leclerc, compte 800 militaires particulièrement bien implantés à Olivet.

De nombreuses activités de soutien des armées sont localisées en région Centre-Val de Loire avec entre autres, dans le Loiret, la direction du service national et de la jeunesse et la direction des

approvisionnements en produits de santé des armées. Les directions des ressources humaines des armées, récemment implantées à Tours, et l'installation de la direction de la médecine des forces (120 personnels) à l'été 2018, ont permis de compenser les réductions d'effectifs induites par le départ programmé en 2021 de l'École de Chasse pour Cognac. Les écoles militaires de Bourges et l'établissement principal des munitions à Avord complètent ce panorama.

Le site d'essai de Bourges est particulièrement sollicité par les industriels de l'armement, très présents dans la région.

Les établissements et unités militaires de la région Centre-Val de Loire sont soutenus par trois bases de Défense (Bourges-Avord, Tours et Orléans-Bricy).

L'économie de Défense

Le tissu industriel dédié aux activités « Armement » est important. Il s'appuie sur de nombreux maîtres d'œuvre industriels et leurs réseaux de sous-traitants. Parmi les plus significatifs : TDA Armements, Junghans T2M et Thales Air Systems dans le Loiret, Roxel, Nexter Systems et Nexter Munitions, MBDA France (1 500 emplois) à Bourges et Selles Saint-Denis, Daher Aerospace et Thales Avionics dans le Loir-et-Cher ou encore Aerazur à Joué-lès-Tours. Au total, le secteur de la défense représente 9 000 emplois, principalement dans les départements du Cher et du Loiret. La Communauté de communes « Bourges plus » a récemment initié des actions de promotion et de valorisation au profit des PME sous-traitantes.

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	509,7
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	14,1
Paiements directs aux PME (M€)	44
Nombre de PME	645

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee; recensement de la population 2015, Insee; traitements Observatoire économique de la Défense; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

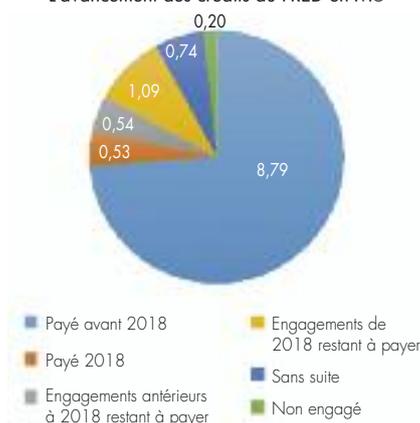
Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 11,90 M€ dont part contrats locaux : 9,26 M€.

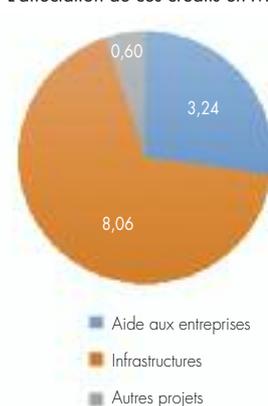
Part commission nationale : 2,64 M€

L'Indre a bénéficié de 71 % de la dotation (CRSD de Chateauroux). En Eure et Loir, le contrat de Chateaudun est quasiment totalement engagé avant ses trois ans. Il représente 78 % du reste à payer.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





CORSE

Présentation générale

La Corse s'étend sur 8 700 km², elle se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé avec 1 000 km de côtes. La population insulaire, de 337 796 personnes, est concentrée sur le littoral et progresse en moyenne de 1,2 % par an depuis 2009, soit

le double du taux national mais uniquement du fait de l'excédent migratoire. Avec 38 habitants au km², la Corse se situe parmi les territoires les moins densément peuplés de France métropolitaine.

Le PIB par habitant (26 954 euros) reste 5 % en deçà de la moyenne de France de province mais l'écart s'est fortement réduit en dix ans.

Le tertiaire marchand, avec notamment les activités liées au tourisme, concentre 48 % de la richesse créée dans la région. Le BTP représente 10 % de la richesse produite en Corse contre 6,5 % en moyenne de province.

Les petits établissements dominent le tissu économique régional : 72 % n'ont pas de salariés et 96 % en ont moins de dix. La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (35,5 %) et l'énergie (33,5 %).

La Corse offre un patrimoine naturel très riche et diversifié avec de nombreux dispositifs qui permettent sa préservation, comme le Parc naturel régional de Corse qui recouvre 43 % du territoire.

Les chiffres clés de la région

- **8,87 milliards d'euros PIB régional**
- Les communautés d'agglomération d'Ajaccio et de Bastia abritent 43 % des habitants de l'île
- **8,9 millions de passagers** accueillis dans les ports et aéroports de Corse
- **La viticulture représente 50 %** du potentiel économique agricole de la Corse
- **37 % de résidences secondaires** dans le parc de logements
- Le Conservatoire du littoral possède 17 000 hectares

La Défense en région Corse

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

La Corse accueille deux bases de défense majeures, le 2^e régiment étranger de parachutistes de Calvi et la base aérienne 126 à Ventiseri-Solenzara, ainsi que l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 5 à Corte mobilisée notamment dans le cadre de la campagne « feux de forêts ».

La Corse affirme aussi son identité maritime par la présence de la base navale d'Aspretto à Ajaccio et par l'implantation des sept sémaphores de la marine nationale qui assurent la surveillance du trafic maritime.

L'armée est également présente à Bastia et Ajaccio, sièges respectifs des délégations militaires départementales de Haute-Corse, Corse-du-Sud et des services de recrutement.

L'institution de gestion sociale des Armées (IGESA) a son siège à Bastia, avec 200 salariés.

Les effectifs représentent plus de 2 500 civils et militaires essentiellement implantés en Haute-Corse.

Le patrimoine immobilier de la défense occupe 2 290 ha.

L'économie de Défense

La part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 17 ‰ en région ; elle est supérieure à la moyenne nationale (10 ‰).

Les revenus liés à la défense s'élèvent en Corse à 200 M€ par an (dont 74 M€ pour la masse salariale des personnels), soit 0,5 % du montant de la France métropolitaine.

En 2016, les paiements directs du ministère aux PME régionales se sont élevés à 15 M€ pour plus de 280 entreprises bénéficiaires.

La filière industrielle défense est limitée en Corse, même si des liens se développent avec les pôles de compétitivité SAFE et Cap Energies.

2016

Masse salariale brute « Défense » (M€)	73,7
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	17
Paiements directs aux PME (M€)	15
Nombre de PME	288

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.





GRAND EST

Présentation générale

La région Grand Est s'étend sur 57 500 km² et compte dix départements : Ardennes, Aube, Bas-Rhin, Haute-Marne, Haut-Rhin, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges (5 558 000 habitants soit 8,3 % de la population française).

Riche d'espaces naturels remarquables, 6 parcs naturels régionaux couvrent 15 % de son territoire.

La région Grand Est compte 5 aires urbaines de plus de 250 000 habitants : Metz, Mulhouse, Nancy, Reims et Strasbourg, sa capitale. Elle se situe au deuxième rang des régions industrielles de France.

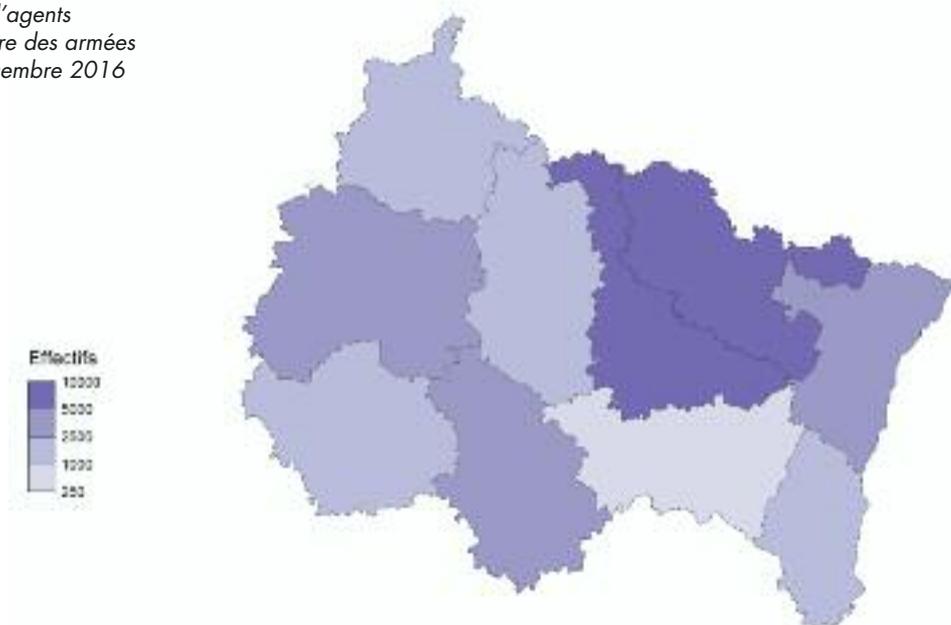
Carrefour européen, elle est la seule de France à être limitrophe de 4 pays : l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse.

Première région française en nombre de communes, la région Grand Est se distingue par son caractère rural, 90 % de celles-ci comptant moins de 2 000 habitants. Avec près de 80 % de son territoire dédié à l'agriculture et à la forêt, la région occupe les premières places du palmarès national pour ses productions agricoles, agroalimentaires (1^{er} employeur régional) et pour le nombre d'emplois dans la filière bois.

- Densité de la population : **97 hab./ km²** contre 116 hab./ km² en France métropolitaine
- Produit intérieur brut (PIB en 2015) : **150 Mds € soit 27 059 € par habitant**
- Balance commerciale : **excédent de 4,6 milliards**
- **92,7 % des établissements du Grand Est ont moins de 10 salariés** (moyenne nationale = 93,6 %)
- La région Grand Est totalise **2 114 167 emplois** au 1^{er} janvier 2016
- **Le taux de chômage** à la fin du 4^e trimestre 2016 s'élevait à **9,8 %**

La Défense en région Grand Est

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016





L'organisation de la Défense

À forte dominante terre, le Grand Est reste la troisième région française la plus « militarisée ». Les effectifs sont d'environ 34 000 agents civils et militaires pour une masse salariale brute de plus d'un milliard d'euros.

La région n'accueille pas moins de 10 bases de défense (mais 9 à partir du 1^{er} janvier 2019 avec le regroupement à Strasbourg de la BdD de Colmar) : Charleville-Mézières, Mourmelon-Mailly, Chaumont-St-Dizier, Verdun, Metz-Thionville, Phalsbourg, Nancy, Epinal, Strasbourg-Haguenau et Colmar. On notera également la présence structurante pour le territoire de trois grands camps nationaux : Mourmelon, Mailly et Suippes.

Les principales garnisons et états-majors se trouvent dans les villes suivantes :

- Metz : l'état-major interarmées de la zone de

défense et de sécurité (EMIAZDS) Est. Dans cette même ville se trouvent nombre de structures de soutien (ESID, PFAF, DIRISI et CMG) dont les compétences territoriales recouvrent ou débordent la région administrative.

- Strasbourg : l'état-major de la brigade de renseignement ainsi que celui du corps de réaction rapide européen.

- Nancy : la direction de l'exploitation et de la logistique pétrolière interarmées (DELPIA) ainsi que le centre interarmées de la solde pour ne citer que les organismes à vocation suprarégionale.

- Mourmelon : l'état-major du commandement de l'entraînement des forces de l'armée de terre créé en 2017.

- Brienne-le-Chateau, la direction interrégionale Grand Est-Picardie du service interarmées des munitions (SIMu) également créée en 2017.

L'économie de Défense

Contrepoint à sa forte tradition militaire, le Grand Est contribue relativement peu à l'économie de défense et, en particulier, dans le domaine de l'armement. En 2016 les paiements effectués au profit des PME (2 600 fournisseurs) sont de 101 M€.

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	1 072,1
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	15,2
Paiements directs aux PME (M€)	101
Nombre de PME	2 600

Champs : bénéficiaires de contrats aidés en France.
Sources : traitements Observatoire économique de la Défense.

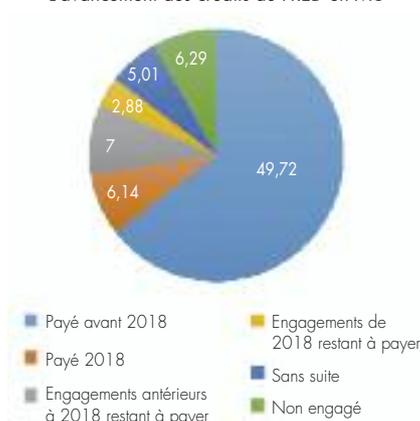
Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 77,04 M€ dont part contrats locaux : 68,09 M€.

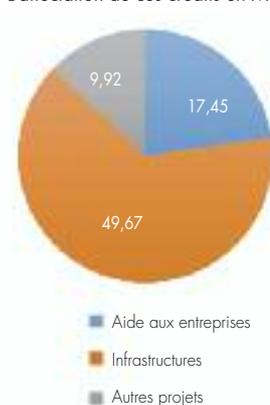
Part commission nationale : 6 M€ et CPER 2,95 M€.

La Meuse et la Moselle portent 48,60 M€ de dotation (63 %) (dont 4,20 M€ ont été abandonnés) et la Marne 17 M€ (23 %). 85 % des crédits d'infrastructure, concentrés sur la Lorraine, ont déjà été payés, les deux tiers de l'aide aux entreprises ont été versés et 38 % des autres projets, principalement concentrés sur la Marne, restent à engager.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



HAUTS-DE-FRANCE

Présentation générale



Issue de la fusion des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie, la région Hauts-de-France étend ses cinq départements sur 31 814 km². Lille, son chef-lieu, est au cœur de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Troisième région française par le nombre d'habitants derrière l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes avec plus de 6 millions d'habitants, la plus dense après l'Île-de-France, elle est la plus jeune des régions avec 32 % de moins de 25 ans.

À la fois très urbanisée et rurale (67 % du territoire est occupé par l'agriculture), plus étendue que la Belgique avec laquelle elle partage 300 kilomètres de frontière, elle bénéficie d'un réseau d'infrastructures exceptionnel (ferroviaire, fluvial, portuaire, aéroportuaire et routier).

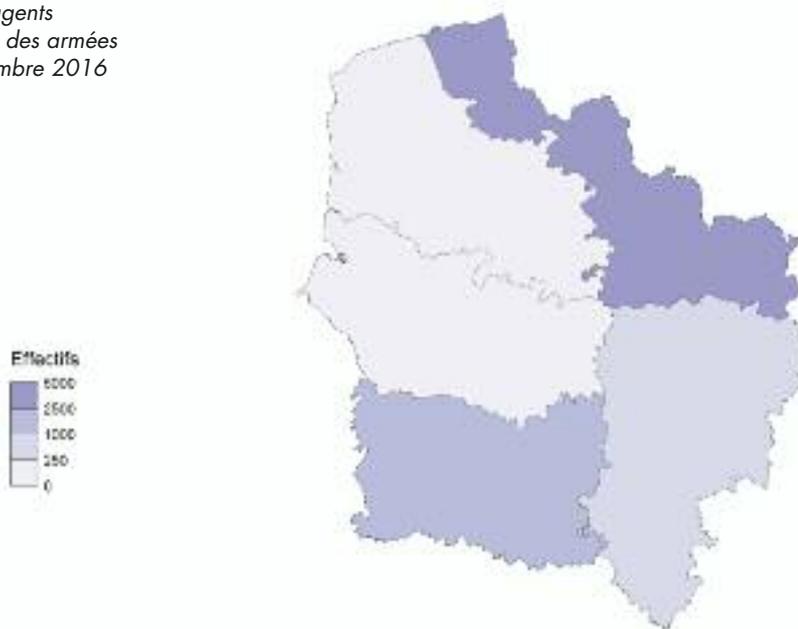
Sa façade maritime de 180 kilomètres sur la Mer du Nord et la Manche compte trois ports majeurs (Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer). Quatre parcs naturels régionaux témoignent de la diversité des territoires. Positionnée au cœur d'un bassin réunissant 78 millions de consommateurs et cinq capitales européennes dans un rayon de 300 kilomètres, la région a un niveau de développement se traduisant par un PIB de 154 milliards d'euros, soit le cinquième rang français.

Un positionnement stratégique

- **Des secteurs d'excellence** : industrie agro-alimentaire, constructions automobile et ferroviaire, industrie aéronautique, logistique, commerce digital, productions végétales, santé et nutrition, nouveaux matériaux, tertiaire, industries créatives...
- **3^e région pour les investissements internationaux**
- **8 pôles de compétitivité**
- **Des grands projets** : canal Seine-Nord Europe, renouveau du bassin minier.

La Défense en région Hauts-de-France

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

La zone de défense et de sécurité Nord, dont le siège est à Lille, correspond au territoire de la région. Le commandement de la zone terre Nord-Est se trouve à Metz et le commandement de l'arrondissement maritime Manche-Mer du Nord à Cherbourg.

Les armées dans la région représentent environ 5 500 personnels, majoritairement des militaires, implantées principalement autour de quatre garnisons :

- Lille : le commandement des forces terrestres, le quartier général du Corps de réaction rapide-France qui répond aux engagements internationaux de la France dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN... ;

- Douai : le 41^e régiment de transmission ;
- Creil : la base aérienne 110 abritant notamment des entités de la direction du renseignement militaire ;
- Sissonne : le Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB).

Ces garnisons sont soutenues à partir de trois bases de défense dont les sièges sont à Lille, Creil et à Mourmelon-Mailly (hors région).

Enfin, diverses entités du SCA, du SSA, de la DGA, de la DRSD et du SGA sont également implantées dans la région et dépendent d'établissements situés en Île-de-France ou dans le Grand Est.

L'économie de Défense

Les Hauts-de-France ont vu les effectifs des armées divisés de plus de la moitié entre 2008 et 2017 notamment dans les départements du Nord, de l'Aisne et de l'Oise.

Rapportés à la population active occupée, ces effectifs placent la région en dernière position de France métropolitaine mais au 11^e rang en masse salariale brute. L'activité du ministère se concentre aujourd'hui sur Lille, Douai, Creil et Sissonne.

La région contribue peu à l'économie de défense. En 2016, les paiements directs de ministère des armées aux PME placent la région au 9^e rang national.

2016

Masse salariale brute « Défense » (M€)	203,5
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	2,4
Paiements directs aux PME (M€)	50
Nombre de PME	901

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

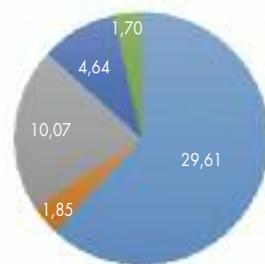


Les données financières du FRED

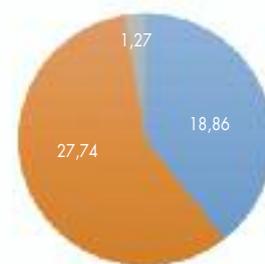
Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : **47,87 M€** dont part contrats locaux : **34,81 M€**.

Part commission nationale : **13,05 M€**
l'Oise et l'Aisne (49 % de la dotation) portent l'essentiel des engagements et paiements depuis 2017, les dossiers du Nord et du Pas-de-Calais (51 % du total) étant plus anciens.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





ÎLE-DE-FRANCE

Présentation générale

L'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau européen. Composée de 8 départements, 1 295 communes, elle accueille une population de 12,2 millions d'habitants (18,8 % de la population française métropolitaine), plus jeune que la moyenne nationale.

Siège d'une métropole culturelle et intellectuelle, laboratoire scientifique et urbain, l'Île-de-France est aussi le poumon économique du pays, réalisant à elle seule 31 % du produit intérieur brut

national. Le fait d'être la région-capitale se traduit par la puissance du secteur des services. 82 % des actifs franciliens travaillent dans le secteur tertiaire : administration, banque, tourisme, aides à la personne ou commerce. Son tissu industriel compte des secteurs de pointe : l'automobile, l'aéronautique, l'imprimerie, l'électronique ou encore la pharmacie.

Elle concentre en outre 40 % des effectifs de la R&D publique et privée.

Ces activités économiques façonnent les paysages, de la vallée de la Seine, berceau de l'industrie automobile, au quartier d'affaires de La Défense, du plateau scientifique de Saclay à La Plaine-Saint-Denis, du marché international de Rungis au port de Gennevilliers dédié à la logistique.

L'Île-de-France c'est...

- 2 % du territoire
- 31 % du PIB
- 23 % de l'emploi salarié
- 25 % des créations d'entreprise
- 15 % de la consommation finale énergétique
- 26 % du parc locatif social
- 18 % des exportations
- 27 % des élèves de l'enseignement supérieur
- 25 % des capacités d'accueil hôtelières
- 56 % du trafic aérien de passagers

La Défense en région Île-de-France

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

La région Île-de-France est le siège de tous les états-majors centraux des grands employeurs du ministère des armées (état-major des armées, secrétariat général pour l'administration, direction générale de l'armement, direction générale des relations internationales et de la stratégie...), ainsi que, pour l'essentiel, des organismes dépendant de la zone de défense et de sécurité d'Île-de-France.

Elle concentre plus de 40 000 civils et militaires appartenant à l'ensemble des composantes des

armées, dont plus de 9 000 sur le site de Balard, dans le 15^e arrondissement de Paris.

Les états-majors, unités, établissements et bases aériennes sont majoritairement situés à l'ouest d'une ligne Taverny-Evry. Ils sont soutenus à partir de la base de défense de l'Île-de-France, unique base du ministère comportant 5 groupements de soutien (Paris-École militaire, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, Villacoublay et Vincennes).

Les organismes centraux, sont, pour leur part, soutenus par le Service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC).

L'économie de Défense

La part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 7,8 % en région Île-de-France, c'est moins que la moyenne nationale (10 %). Ce taux assez faible s'explique par l'importance de la population active de la région.

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour la région Île-de-France s'élève à 1 779 M€ (données 2016), soit 17,5 % de la masse salariale du ministère en France métropolitaine. Ce poids élevé est corrélé à la concentration dans cette région des effectifs de direction et d'encadrement, notamment de l'administration centrale du ministère des armées et des états-majors. En 2016, les paiements directs du ministère aux PME régionales se sont élevés à 882 M€ soit 47 % des paiements aux PME pour 4 671 entreprises bénéficiaires représentant 20 % des PME bénéficiaires au niveau national.

2016

Masse salariale brute « Défense » (M€)	1 179
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	7,8
Paiements directs aux PME (M€)	882
Nombre de PME	4 671

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

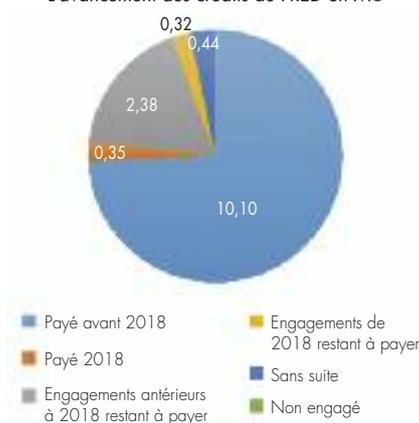
Sources : Siasp 2016, Insee; recensement de la population 2015, Insee; traitements Observatoire économique de la Défense; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

Les données financières du FRED

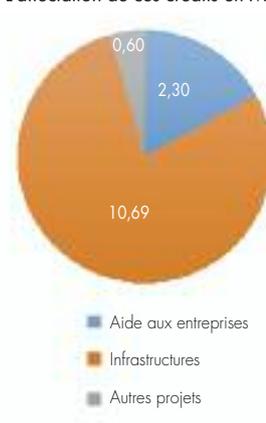
Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 13,59 M€ dont part contrats locaux : 11,16 M€.

Part commission nationale : 2,44 M€
Les contrats de Bretigny (2 M€ de reste à payer) et Taverny (0,60 M€ de reste à payer) portent des actions achevées mais non soldées pour au moins la moitié du reste à payer.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





NORMANDIE

Présentation générale

La Normandie, qui résulte de la fusion de la Haute et de la Basse-Normandie, dispose d'atouts économiques, culturels et géographiques s'inscrivant au sein du territoire de projets « Paris Seine Normandie ».

L'un des principaux atouts de cette nouvelle région est la

présence de l'axe Seine qui concentre la moitié du trafic fluvial national de marchandises. Le littoral, avec ses 600 km de côtes, offre des opportunités réelles aux activités de pêche, de plaisance et de tourisme ainsi que pour le trafic transmanche.

Les zones urbaines concentrent les activités du tertiaire et de recherche. Les nombreuses zones industrielles accueillent, quant à elles, de grandes entreprises aux savoir-faire reconnus dans des domaines d'excellence (pétrole, chimie, énergie).

Avec ses 6 pôles de compétitivité, ses laboratoires et centres de recherche, la région s'illustre dans les activités navales, aéronautiques et spatiales, l'industrie pharmaceutique, l'automobile, l'énergie autour des énergies marines renouvelables.

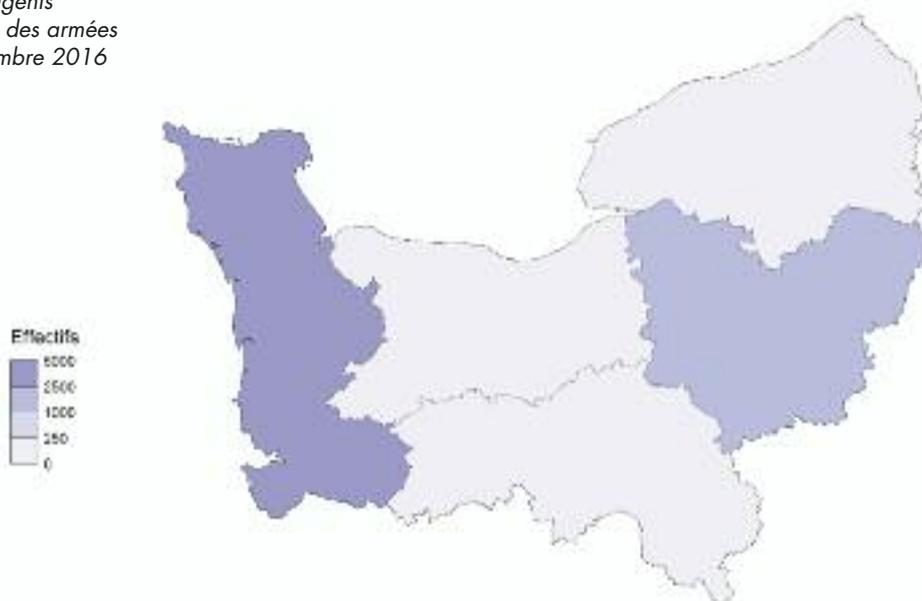
La Normandie est une zone de transit pour le commerce international grâce à son réseau d'infrastructures le long de l'axe de la Seine et ses ports, dont Le Havre et Rouen. Les 3 700 entreprises exportatrices normandes réalisent près de 36 % du PIB régional.

La Normandie en quelques chiffres

- 3 339 100 habitants
- 29 907 km²
- 5 départements
- 90,3 milliards d'€ de PIB
- 9^e région économique nationale
- 6^e région pour le commerce extérieur : 64 milliards d'€
- 13,9 millions de visites touristiques
- 1,3 milliard d'€ de dépenses de R&D

La Défense en région Normandie

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

Destination majeure du tourisme de mémoire, la Normandie n'est pas un territoire de forte présence militaire. On y trouve un peu plus de 5 200 personnels dont environ 3 500 militaires sont concentrés autour de la base navale de Cherbourg et de la base aérienne 105 d'Évreux. D'autres services du ministère des armées s'investissent dans les territoires pour la formation, la promotion, la surveillance et la protection : les CIRFA, l'école des Fourriers à Querqueville, les sémaphores de Gatteville, Barneville-Carteret, Granville, Auderville et Saint-Vaast la Hougue, le groupe de plongeurs-démineurs de la Manche et

l'école d'applications militaires de l'énergie atomique à Cherbourg-Octeville.

La région accueille un réseau de petites et moyennes entreprises ainsi que des grands groupes spécialisés dans l'aéronautique et spatial, la défense et la sécurité tels que NavalGroup. 940 PME ont reçu, en 2016, 63 M€ de paiements directs du ministère des armées. Les entreprises normandes bénéficient du label « Normandie Aéro Espace (NAE) », de plus en plus reconnu par les grands industriels (Safran Nacelles, Thales, Zodiac, etc.) qui sont nombreux en Normandie.

L'économie de Défense

2016

Masse salariale brute « Défense » (M€)	187,8
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	4
Paiements directs aux PME (M€)	63
Nombre de PME	940

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

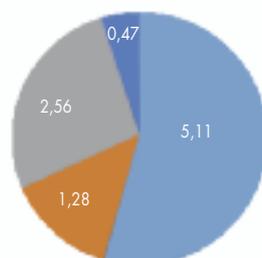
Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 9,42 M€ dont part contrats locaux : 8,41 M€.

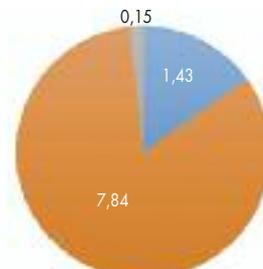
Part commission nationale : 1,02 M€
93 % du reste à payer concerne le contrat de Vernon.

L'avancement des crédits du FRED en M€



■ Payé avant 2018
■ Payé 2018
■ Engagements antérieurs à 2018 restant à payer
■ Sans suite
■ Non engagé

L'affectation de ces crédits en M€



■ Aide aux entreprises
■ Infrastructures
■ Autres projets





NOUVELLE-AQUITAINE

Présentation générale

La région Nouvelle-Aquitaine a été créée le 1^{er} janvier 2016 par la fusion des trois régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes.

Elle comporte douze départements, une métropole bordelaise dont la démographie a augmenté de 7,7 % en 5 ans, une zone littorale attractive et des territoires très variés.

Les départements de l'ex Limousin ont au contraire perdu des habitants entre 2011 et 2016.

Plus vaste région de France métropolitaine avec une superficie de 84 000 km², elle

présente une façade maritime de 723 km. Elle regroupe 5,9 millions d'habitants.

L'économie de la Nouvelle-Aquitaine est structurée par :

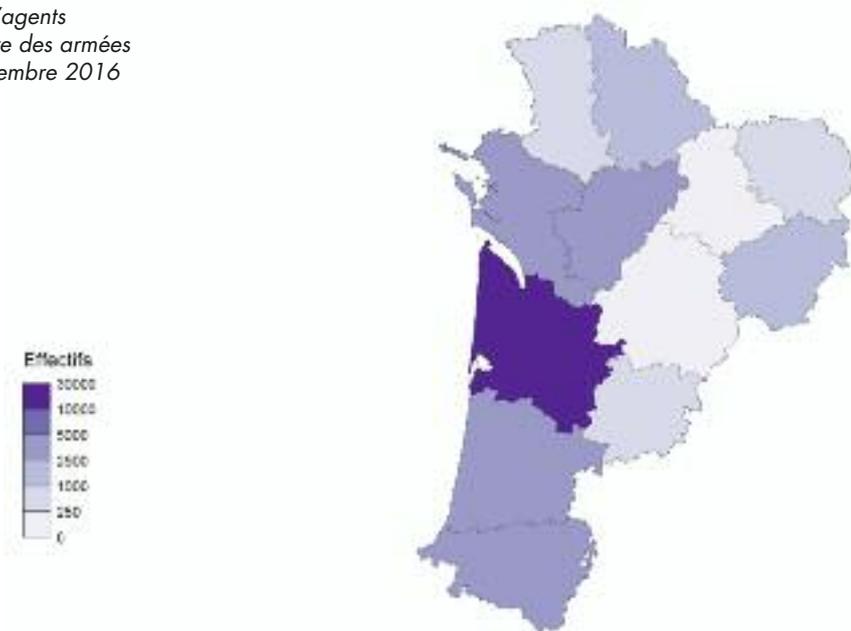
- des filières majeures et historiques : aéronautique, spatial, agriculture, bois, luxe, chimie et matériaux ;
- des filières dynamiques et innovantes : optique & laser, « Silver » économie, économie sociale et solidaire.

La Nouvelle-Aquitaine dispose de nombreux atouts

- 3^e région économique de France avec un PIB de 158 milliards d'euros
- 1^{re} région française et 3^e région européenne en surface agricole
- 1^{re} région pour les surfaces boisées en France métropolitaine
- La métropole française **Bordeaux la plus attractive** au niveau national (solde migratoire)

La Défense en région Nouvelle-Aquitaine

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016





L'organisation de la Défense

32 000 personnels (civils et militaires) sont présents en Nouvelle-Aquitaine. La Région a le même périmètre géographique que la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest.

Les emprises militaires ont façonné une partie importante du territoire. La région compte en effet de nombreuses bases aériennes (Mérignac, Rochefort, Cognac...), certaines ayant une empreinte foncière importante comme à Cazaux (4 350 ha). Elles sont parfois le principal employeur local comme à Mont-de-Marsan. On y trouve aussi 5 sites d'essais de la direction générale de l'armement.

Malgré la réduction de son format, l'armée de Terre reste encore bien représentée, en particulier au travers d'unités des forces spéciales (à Pau,

Bayonne et en Gironde), du 126^e régiment d'infanterie à Brive-la-Gaillarde, du 1^{er} régiment d'infanterie de marine à Angoulême et du régiment d'infanterie-chars de Marine à Poitiers.

Elle se caractérise également par la présence d'entités assurant la maintenance aéronautique ou terrestre et de plusieurs centres de formation (à Rochefort, Cognac, Saint-Maixent-l'École). Un centre du Service militaire volontaire (SMV) a été créé en septembre 2015 à La Rochelle.

Le soutien général, quant à lui, est organisé autour de 8 bases de défense. dont le périmètre géographique sera rendu cohérent au 1^{er} janvier 2019 avec la région administrative (ajustement des périmètres des bases de défense d'Agen et de Pau).

L'économie de Défense

La Nouvelle-Aquitaine est la 3^e région française avec 12,2 % du chiffre d'affaires national de la base industrielle et technologique de défense (BITD). Les entreprises de ce secteur sont très importantes sur le territoire où plusieurs secteurs sont particulièrement présents : construction aéronautique (Rafale, hélicoptères...), spatiale (missiles stratégiques), électronique, systèmes embarqués et lasers, maintenance d'aéronefs.

2016

Masse salariale brute « Défense » (M€)	1 080,2
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	13,7
Paiements directs aux PME (M€)	116
Nombre de PME	2 434

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : **20,57 M€** dont part contrats locaux : **14,13 M€**.

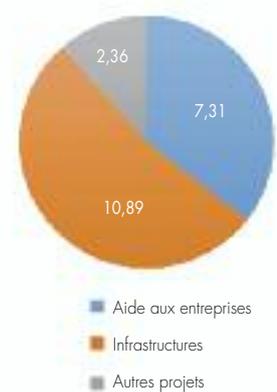
Part commission nationale : **6,44 M€**

Plus aucun engagement n'est attendu. Les crédits abandonnés recouvrent essentiellement l'aide aux entreprises (1,78 M€) et le reste à payer les projets d'infrastructure (2,75 M€) dont le règlement est plus long.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



OCCITANIE

Présentation générale



L'Occitanie, dont la capitale régionale est Toulouse, couvre 73 000 km² (soit l'équivalent de la république d'Irlande). Elle est peuplée de 5,8 m d'habitants (chiffres 2016). Son PIB est estimé à plus de 158 milliards d'euros en 2015. Son rythme de croissance démographique entre 2011 et 2016 est en léger retrait par rapport aux cinq

La population de Montpellier Méditerranée métropole croît encore plus vite, à un rythme de 1,7 % par an (+ 7 500 habitants par an). C'est le rythme de progression le plus élevé des 22 métropoles. L'emploi progresse le plus fortement en Occitanie (+ 1,6%), sa croissance est plus particulièrement soutenue dans le secteur tertiaire.

L'économie occitane est spécialisée en termes d'emploi salarié et de valeur ajoutée dans les secteurs suivants :

- la construction aéronautique et spatiale, surtout depuis le début des années 2000 ;
- l'économie de la connaissance (recherche-développement scientifique et activités juridiques, comptables de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques) ;
- la filière numérique (services informatiques et édition de logiciels) ;
- les services de santé et d'hébergement de patients et personnes âgées ;
- certaines activités liées au tourisme (activités créatives et de loisirs et arts du spectacle vivant).

années précédentes. La population augmente en moyenne de 0,8 % par an contre 1 % entre 2006 et 2011. La croissance de la population s'accélère dans les deux métropoles d'Occitanie. Le nombre d'habitants de Toulouse métropole a augmenté de 1,3 % chaque année entre 2011 et 2016 (+ 9 700 habitants par an).

La Défense en région Occitanie

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

Un peu plus de 20 000 personnels civils et militaires de la défense sont présents en Occitanie. Au total, le ministère des armées occupe une surface de 23 000 ha, soit 8 % des emprises de la défense sur le territoire national.

L'Occitanie concentre essentiellement des unités de l'armée de terre majoritairement regroupées au sein de la 11^e brigade parachutiste, une des brigades interarmes des forces terrestres, spécialisée dans l'engagement par la « 3^e dimension » (assauts par air) dont l'état-major est à Toulouse. Ses principaux régiments sont le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (1^{er} RCP) de Pamiers, le 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP) de Tarbes, le 1^{er} régiment du train parachutiste (1^{er} RTP) de Toulouse, le 17^e régiment du génie parachutiste (17^e RGP) de Montauban, le 3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (3^e RPIMa) de Carcassonne, le 8^e régiment de

parachutistes d'infanterie de marine (8^e RPIMa) de Castres, le 35^e régiment d'artillerie parachutiste (35^e RAP) de Tarbes. On compte également la présence de l'état-major de la 6^e BLB à Nîmes qui comprend, sur la région, la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) à La Cavalerie (12), le 1^{er} régiment étranger de Génie à Laudun, le 2^e régiment étranger d'Infanterie à Nîmes (30). Le régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste (14^e RISLP) est installé à Toulouse. À compter de 2019, la région Occitanie accueillera tout ou partie de quatre bases de défense, Toulouse-Tarbes-Castres, Carcassonne, Montauban, Nîmes-Laudun-Larzac. La plateforme achats-finances (PFAF) compétente est celle de Toulon. On compte également la présence de la DGA Techniques aéronautiques, expert du ministère pour la sécurité des aéronefs, les agressions électromagnétiques, l'aéromobilité et les matériaux.

L'économie de Défense

La masse salariale brute du ministère des armées (civils et militaires) pour l'Occitanie s'élève à environ 612 M€, soit 7 % de la masse salariale de la France métropolitaine. L'effectif de la défense pour 1 000 habitants est de 5‰ (pour une moyenne nationale de 4,2‰). En 2016, les paiements directs aux PME se sont élevés à 120 M€ pour environ 2 000 entreprises bénéficiaires.

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	660,4
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	9,3
Paiements directs aux PME (M€)	120
Nombre de PME	224

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.



Les données financières du FRED

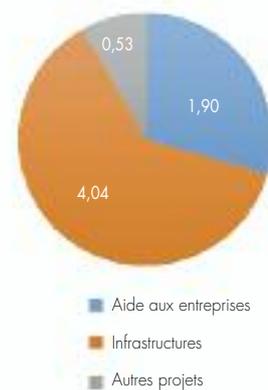
Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : **6,47 M€** dont part contrats locaux : **5,49 M€**.

Part commission nationale : **0,98 M€**
L'essentiel des projets financés par le FRED en Occitanie a porté sur des projets d'infrastructure. Le solde du reste à payer concerne l'aide aux entreprises.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€





PAYS DE LA LOIRE

Présentation générale

La région Pays de la Loire est peuplée de 3,8 M d'habitants. 4^e par son PIB/habitant (29 424 €), 5^e région par sa densité de population (118 hab./km²), elle s'avère contrastée, composée de la métropole nantaise,

de deux pôles urbains, Angers et Le Mans, et d'un tissu de villes moyennes et petites au centre de bassins ruraux irrigués d'industries et de services.

Elle bénéficie d'une dynamique favorable sur le plan démographique – même si un ralentissement se fait sentir – (3^e rang de croissance de population), ainsi que sur celui de l'emploi avec le taux de chômage le plus faible (7,4 %) des régions françaises au 2^e trimestre 2018.

Son tissu industriel et agricole associé à ses secteurs traditionnels (secteur naval, agro-alimentaire, plasturgie, bois, pêche) les secteurs émergents des technologies de l'information et de la communication (TIC), des énergies renouvelables et de la recherche. La réalité entrepreneuriale ligérienne est marquée par une forte présence des

entreprises de taille intermédiaire (ETI) et des petites et moyennes entreprises; ces PME se caractérisant par un niveau de dépenses intérieures de recherche et développement (DIRD) les plaçant au 1^{er} rang français. Les secteurs ainsi explorés sont les activités spécialisées, scientifiques et techniques, le domaine de la biologie-santé et celui des matériaux-énergies.

La région Pays de la Loire se caractérise ainsi :

- 1^{er} région pour l'industrie maritime,
- 2^e pour le taux d'emplois industriels dans l'ensemble des emplois (17 % contre 12 % en France métropolitaine),
- taux de croissance (2010-2015) supérieur à la moyenne nationale : +2,5 % contre +1,7 %,
- nombreuses PME (plus de 9 500) : 1^{ers} employeurs de la région,
- forte mobilisation combinée des réseaux d'entreprises et de la recherche sur les sujets de la transition énergétique, de l'innovation (entre autres dans le domaine du manufacturing, de l'électronique et de la santé) et de la numérisation de l'économie.

La Défense en région Pays de la Loire

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016





L'organisation de la Défense

La région est incluse dans le périmètre de la zone de défense et de sécurité nord-ouest.

L'empreinte militaire y est à la fois assez peu conséquente (6430 militaires et civils) et très disparate puisque le Maine-et-Loire et la Sarthe représentent à eux seuls 88 % de cet effectif, issu principalement de l'armée de terre.

Dans le Maine-et-Loire, l'implantation militaire s'organise en deux ensembles :

- un premier centré sur Angers avec l'école du Génie, l'école nationale supérieure des ingénieurs de l'infrastructure militaire et la base de défense à Angers même, le 6^e régiment du génie et le pôle interarmées de traitement des munitions et des explosifs à Avrillé, ainsi que de petites structures rattachées aux différents services de soutien des armées ou bien liées à la fonction « ressources humaines » du ministère ;
- un second sur Saumur avec les écoles militaires de Saumur (EMS) regroupant 4 organismes,

assurant tout la fois l'instruction des cadres des unités blindées, des officiers aux techniques d'état-major et des cadres dans le domaine nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) et du renseignement. À proximité, le camp de manœuvre de Fontevraud (300 ha) est le lieu de stationnement du 2^e régiment de Dragons, seule unité spécialisée de défense NRBC.

La Sarthe, quant à elle, accueille le 2^e régiment d'infanterie de marine de la 9^e brigade d'infanterie de marine et le Prytanée militaire de la Flèche, un des six lycées de la Défense. Le détachement du Mans de la 12^e base de soutien du matériel a été fermé au 1^{er} juillet 2018 en application du plan de réorganisation de la maintenance terrestre. Au sein des autres départements, on trouve le commandant de la Marine (COMAR) à Nantes et le centre militaire de formation professionnelle (CMFP) de Fontenay-le-Comte formant les personnels des armées en transition professionnelle.

L'économie de Défense

La région contribue assez peu à l'économie de défense.

En 2016, les paiements effectués au profit des PME (905 fournisseurs) sont de 35 M€, soit une part régionale dans ces paiements de seulement 1,9 %, la plaçant au 11^e rang national. Le taux de personnels de la défense dans la population active occupée est de 4,2 % contre 10 % au plan national.

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	212,7
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (%)	4,2
Paiements directs aux PME (M€)	35
Nombre de PME	905

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

Les données financières du FRED

Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 9,50 M€ dont part contrats locaux : 6 M€.

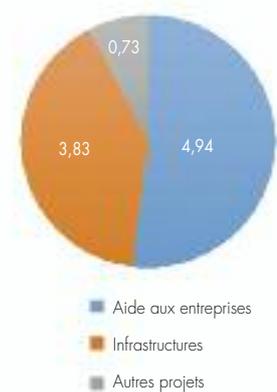
Part commission nationale : 3,50 M€

La Mayenne a bénéficié de 6,58 M€ de dotation (69 % du total et 57 % du reste à payer). Elle porte la totalité du reste à payer sur les projets d'infrastructure (0,74 M€)

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Présentation générale



La région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte 5 065 723 habitants et se situe au 7^e rang des régions françaises. Près de 9 habitants sur 10 vivent dans une aire urbaine.

Avec un PIB de 155 milliards d'euros, c'est la sixième région de France par sa richesse (7,2 % du PIB métropolitain). Le PIB par habitant (30 864 €) la situe à la troisième place. Le taux de chômage (10,6 %) est supérieur à la moyenne nationale (9,1 %).

L'économie de la région est orientée vers les activités tertiaires avec le commerce, les transports, le tourisme ainsi que les services aux entreprises.

L'industrie est aussi un secteur structurant. La région représente le quatrième potentiel de recherche et de formation français.

Provence-Alpes-Côte d'Azur concilie une grande diversité de paysages. La montagne occupe la moitié de la superficie et le littoral s'étire sur 700 kilomètres.

La région bénéficie d'une richesse naturelle remarquable avec notamment 4 parcs nationaux et 7 parcs naturels régionaux. Elle est également dotée d'un patrimoine historique et culturel exceptionnel.

- 31 400 km², 6 départements, 3 métropoles ;

- 7 filières stratégiques : énergies et écotecnologies, aéronautique, naval et défense, maritime, agro-alimentaire, santé, « Silver économie », tourisme ;

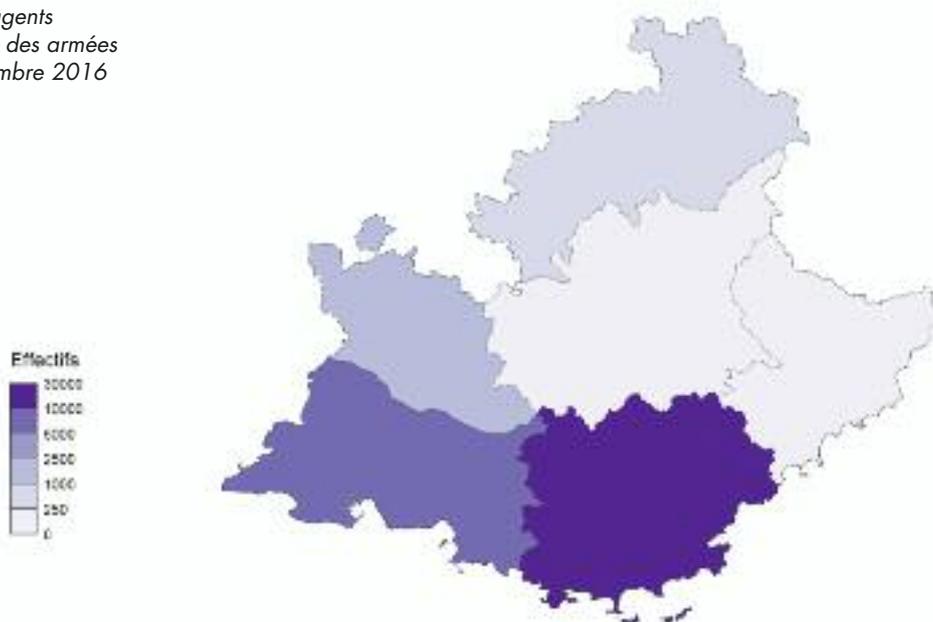
- 10 pôles de compétitivité dont 4 concernent des activités de défense-sécurité ;

- Un tissu très riche de PME innovantes avec une forte dynamique de création d'entreprises ;

- 5 sites classés au patrimoine mondial de l'Humanité.

La Défense en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Nombre d'agents
du ministère des armées
au 31 décembre 2016



L'organisation de la Défense

Provence-Alpes-Côte d'Azur est au 2^e rang des régions françaises avec un effectif de 44 000 personnels civils et militaires (environ 9 000 civils et 35 000 militaires), soit 17 % des effectifs nationaux. Les trois armées sont représentées.

La région compte 6 bases de Défense (BdD) : Toulon (par ailleurs principale base navale française), Marseille-Aubagne, Istres-Salon-Orange (nouvelle organisation au 1^{er} janvier : la base d'Orange est rattachée à Istres, Nîmes et Laudun rejoignant logiquement la région Occitanie), Draguignan, Gap et Saint-Christol.

L'état-major de la zone de défense Sud (PACA, Occitanie et Corse) se renforce à Marseille avec

la création en septembre 2018 de la Zone Terre Sud.

L'armée de l'Air est aussi bien représentée avec 3 bases importantes : Istres, Salon-de-Provence et Orange.

Le commandement de la 3^e division de l'armée de terre est implanté également à Marseille et dirige une vingtaine de régiments répartis dans toute la France.

Une plate-forme achats finances est installée à Toulon.

La DGA dispose de 3 centres d'expertise et d'essais (Istres, Toulon, Levant).

L'économie de Défense

La part des effectifs de la défense dans la population active occupée est de 22 ‰ en région ; soit le double de la moyenne nationale (10 ‰). Ce taux très élevé en région est essentiellement dû au département du Var.

Les revenus liés à la défense s'élèvent en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 6 M€ par an, soit 15 % du total de la France métropolitaine (dont 1,4 M€ pour la masse salariale des personnels).

En 2016, les paiements directs du ministère aux PME régionales se sont élevés à 199 M€ pour plus de 2 450 entreprises bénéficiaires.

La filière économique de la défense est structurée autour de 4 pôles de compétitivité (SAFE, Optitech, mer Méditerranée, solutions communicantes sécurisées), de grands groupes (Naval Group, Dassault, Thales, Airbus hélicoptères...) et d'un large réseau de PME.

La réalisation de grands chantiers engendre d'importants investissements, comme le chantier exceptionnel de modernisation du porte-avions Charles-de-Gaulle (1,30 Md€ en 2017-2018), la modernisation des infrastructures portuaires de Toulon (120 M€/an en moyenne) ou encore l'aménagement de la base aérienne d'Istres pour l'arrivée des ravitailleurs MRTT Phénix (300 M€ en 2016-2018).

2016	
Masse salariale brute « Défense » (M€)	1 428,6
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	21,7
Paiements directs aux PME (M€)	199
Nombre de PME	2 456

Champs : emplois principaux employés par le ministère des armées. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

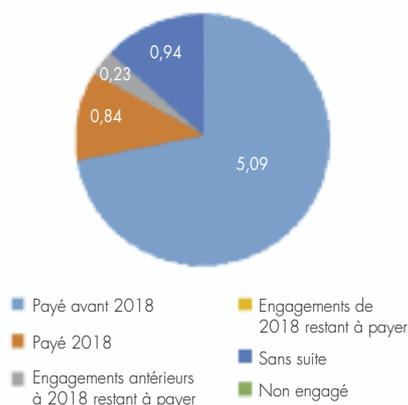
Sources : Siasp 2016, Insee ; recensement de la population 2015, Insee ; traitements Observatoire économique de la Défense ; INFO-DAF, 2016, traitements Observatoire économique de la Défense.

Les données financières du FRED

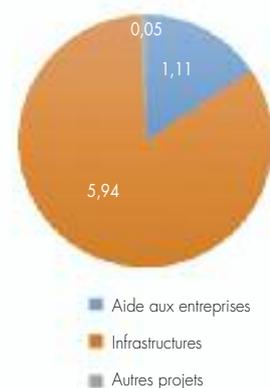
Montant total du FRED sur la région depuis 2007 : 7,10 M€ dont part contrats locaux : 3,54 M€.

Part commission nationale : 0,36 M€ et CPER 3,20 M€.

L'avancement des crédits du FRED en M€



L'affectation de ces crédits en M€



DÉLÉGATION À L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL (DAR)

Placée auprès du secrétaire général pour l'administration, la délégation à l'accompagnement régional est l'outil d'ingénierie territoriale du ministère destiné à faciliter les échanges entre les armées et le tissu économique et social.

Elle agit au profit du cabinet de la ministre et de l'ensemble des commandements et directions de service du ministère en leur apportant son expertise territoriale et son réseau au sein du tissu économique, social et politique local ou en le complétant.

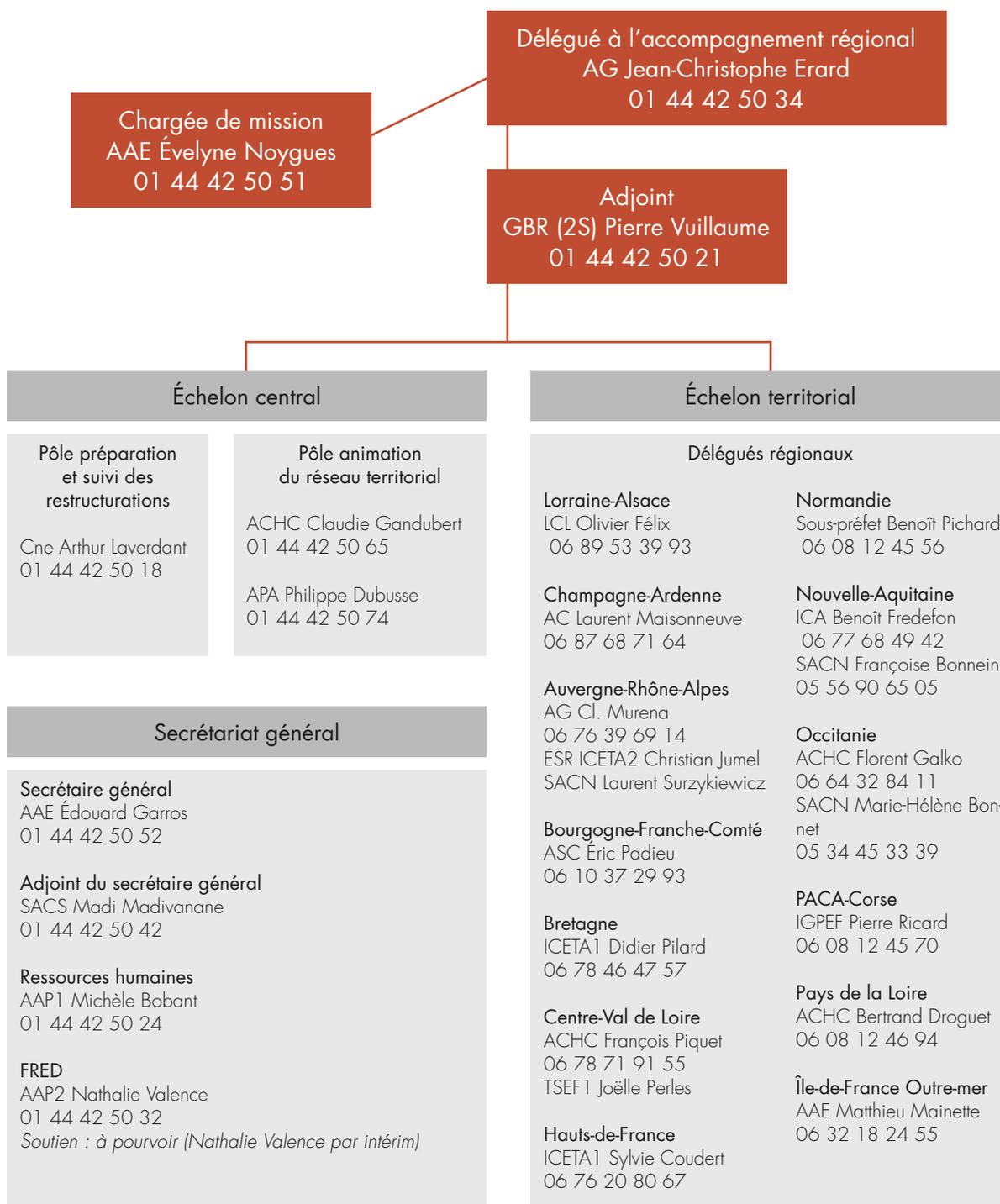
Outre la conduite des restructurations qu'elle assume en propre (préparation de la décision annuelle et suivi des contrats de redynamisation de site de défense), elle contribue à l'ensemble des politiques du ministère impliquant des relations, des actions communes ponctuelles ou des partenariats plus durables avec les acteurs publics ou privés des territoires.

Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau de treize délégués régionaux, placés auprès des préfets de région, au sein des secrétariats généraux aux affaires régionales, qui constituent l'interface opérationnelle entre les acteurs régionaux ou locaux du ministère et le milieu civil dans toutes ses composantes.



© DK

ORGANIGRAMME



DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

1 – BRETAGNE (Préf. de région)



Didier Pilard
3, avenue de la Préfecture
35026 Rennes cedex 9
Tél. : 02 99 02 17 85
Portable : 06 78 46 47 57
didier.pilard@intradef.gouv.fr

2 – PAYS DE LA LOIRE (Préf. de région)



Bertrand Droguet
6, quai de Ceineray
44035 Nantes cedex 01
Tél. : 02 40 08 64 37
Portable : 06 08 12 46 94
bertrand.droguet@intradef.gouv.fr

3 – CENTRE-VAL DE LOIRE (Préf. de région)



François Piquet
181, rue de Bourgogne
45042 Orléans cedex
Tél. : 02 38 81 46 30
Portable : 06 08 51 04 54
francois.piquet@intradef.gouv.fr

4 – NOUVELLE-AQUITAINE (Préf. de région)



Benoît Fredefon
4b, esplanade Charles de Gaulle
33077 Bordeaux
Tél. : 05 56 90 65 93
Portable : 06 77 68 49 42
benoit.fredefon@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

5 – OCCITANIE (Préf. de région)



Florent Galko
1, place Saint-Étienne
31038 Toulouse cedex 9
Tél. : 05 34 45 33 39
Portable : 06 64 32 84 11
florent.galko@intradef.gouv.fr

6 – PACA-CORSE (Préf. de région)



Pierre Ricard
Place Félix Baret
13282 Marseille cedex 20
Tél. : 04 84 35 45 86
Portable : 06 08 12 45 70
pierre.ricard@paca.gouv.fr
pierre1.ricard@intradef.gouv.fr

7 – AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (Préf. de région)



Claude Murena
106, rue Pierre Corneille
69419 Lyon cedex 03
Tél. : 04 72 61 65 52
Portable : 06 76 39 69 14
claudemurena@auvergne-rhone-alpes.gouv.fr

9 – GRAND EST LORRAINE-ALSACE (Préf. de région)



Olivier Félix
5, place de la république
67073 Strasbourg cedex
Tél. : 03 88 21 67 27
Portable : 06 89 53 39 93
olivier.felix@grand-est.gouv.fr
olivier1.felix@intradef.gouv.fr

8 – BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (Préf. de région)



Éric Padieu
53, rue de la Préfecture
21041 Dijon cedex
Tél. : 03 80 44 68 53
Portable : 06 10 37 29 93
eric.padieu@defense.gouv.fr

10 – GRAND EST CHAMPAGNE-ARDENNE (Préf. de la Marne)



Laurent Maisonneuve
1, rue de Jessaint - CS50431
51036 Châlons cedex
Tél. : 03 26 26 11 47
Portable : 06 73 89 93 32
laurent.maisonneuve@marne.gouv.fr



11 – HAUTS-DE-FRANCE (Préf. de région)



Sylvie Coudert

12, rue Jean Sans Peur - CS 20003
59039 Lille cedex
Tél. : 03 20 30 55 66
Portable : 06 76 20 80 67
sylvie.coudert@hauts-de-france.gouv.fr

12 – NORMANDIE (Préf. de région)



Benoît Pichard

7, place de la Madeleine - CS16036
76036 Rouen
Portable : 06 08 12 45 56
benoit.pichard@intra.def.gouv.fr

13 – ÎLE-DE-FRANCE OUTRE-MER (DAR Paris)



Matthieu Mainette

14, rue Saint-Dominique
75700 Paris SP 07
Tél. : 01 86 69 04 15
Portable : 06 32 18 24 55
matthieu.mainette@intra.def.gouv.fr

TABLE DES MATIÈRES

Éditoriaux	
La ministre des armées.....	1
Le secrétaire général pour l'administration.....	1
Le délégué à l'accompagnement régional.....	2
Sommaire	2
Projets locaux	4
Soutenir l'innovation	6
Autorités et société civile	8
Emploi insertion	10
Développement durable	12
Intelligence économique	14
Rencontrer les PME	
Achats.....	16
Tisser du lien.....	18
Restructurations	20
Annexes	25
La défense en région.....	26
- Auvergne-Rhône-Alpes.....	28
- Bourgogne-Franche-Comté.....	30
- Bretagne.....	32
- Centre-Val de Loire.....	34
- Corse.....	36
- Grand Est.....	38
- Hauts-de-France.....	40
- Île-de-France.....	42
- Normandie.....	44
- Nouvelle-Aquitaine.....	46
- Occitanie.....	48
- Pays de Loire.....	50
- Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	52
Délégation à l'accompagnement régional (DAR).....	54
- Organigramme.....	55
- Délégués régionaux.....	56
Table des matières.....	58

